

A close-up photograph of a bright red laboratory lamp, likely a Bunsen burner or a similar scientific instrument, in a classroom setting. The lamp is the central focus, with its conical body and adjustment knobs clearly visible. The background is blurred, showing other similar lamps and a wooden table, suggesting a science laboratory or classroom environment.

# L'ÉDUCATION, LA FORMATION ET LES SCIENCES EN FINLANDE



# L'ÉDUCATION, LA FORMATION ET LES SCIENCES EN FINLANDE

1 Les orientations de la politique Finlandaise en matière d'éducation, de formation et de recherche scientifique	4
2 Le système éducatif	8
3 L'Administration et le Financement	10
4 L'Aide à la formation	14
5 La formation des enseignants	18
6 L'Enseignement préscolaire et fondamental	20
7 Le lycée et l'enseignement professionnel Les lycées La formation professionnelle	24
8 L'Enseignement supérieur Les écoles supérieures professionnelles Les universités	30
9 La formation pour adultes	36
10 Les sciences	40

# 1

## LES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE FINLANDAISE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION, DE FORMATION ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE



La politique finlandaise en matière d'éducation, de formation et de recherche scientifique met l'accent sur la qualité, l'efficacité, l'équité et le caractère international de la recherche scientifique. Elle vise à promouvoir la compétitivité de l'État Providence finlandais: un développement économique durable est ce qui permettra demain encore d'assurer au mieux la prospérité culturelle, sociale et économique de nos concitoyens. Les lignes directrices de notre politique en matière d'éducation, de formation et de recherche scientifique coïncident avec la stratégie de Lisbonne de l'Union européenne.

En Finlande, les droits fondamentaux en matière d'éducation sont inscrits dans la Constitution. Chaque personne résidant en Finlande se voit garantir une égale possibilité d'accéder, selon ses capacités et ses besoins, à une instruction allant au-delà de l'enseignement de base ainsi que de se perfectionner, sans que le dénuement constitue un obstacle. La scolarité obligatoire pour chacun, la gratuité de l'enseignement préscolaire et de base sont des principes définis dans la loi. Les autres formations diplômantes sont également gratuites pour les étudiants, y compris la formation doctorale dispensée par les universités.

Le Parlement décide de la législation relative à l'éducation, à la formation et à la recherche scientifique ainsi que des lignes directrices de la politique en la matière. Le gouvernement et, en particulier le ministère de l'Éducation sont chargés de la préparation et de l'exécution de la politique en matière d'éducation, de formation et de recherche scientifique. Le ministère de l'Éducation a la responsabilité de la formation financée sur le budget de l'État. Le gouvernement décide tous les quatre ans des orientations nouvelles du développement de l'éducation et de la recherche.

## Objectifs

Le développement de l'éducation et de la formation met l'accent sur l'élévation du niveau d'éducation et des compétences des citoyens et de la population ac-

tive, sur l'amélioration de l'efficacité du système éducatif, sur la prévention de l'exclusion des enfants et des jeunes et sur l'accroissement des possibilités de formation offertes aux adultes. L'amélioration et l'internationalisation de la qualité et de l'impact de la formation et de la recherche font également l'objet d'une attention toute particulière.

La formation tout au long de la vie est définie comme un des aspects fédérateurs des politiques liées à l'apprentissage. Elle permet de parvenir à un niveau de formation élevé de la population et assure l'équité d'accès en matière d'éducation. La mise en œuvre de cette politique nécessite d'assurer pour tous des aptitudes à l'apprentissage suffisantes et de proposer des possibilités de perfectionner ses compétences à chaque moment de la vie et en valorisant chaque situation..

Pour atteindre ces objectifs, l'ensemble d'une classe d'âge (16–21 ans) se voit proposer une formation diplômante tandis que les compétences des adultes sont enrichies et maintenues à jour. Avec le vieillissement de la population, il est indispensable de promouvoir l'accès des jeunes à des formations complémentaires et supérieures et d'accélérer leur entrée sur le marché du travail. Cela signifie une rationalisation des dispositifs de sélections des étudiants, un encouragement pour qu'ils mènent leurs études à terme et une intensification de la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Le développement de *l'enseignement général* a comme point de départ la garantie et le renforcement de la formation pour tous, indépendamment du lieu de résidence, de la langue ou de la situation économique. Le droit à l'enseignement préscolaire et le développement des activités du matin et de l'après-midi constituent les innovations en matière d'enseignement général les plus notables de ces dernières années, en contribuant à la construction du bien-être des enfants et des jeunes.

L'enseignement au *lycée* a pour but de donner aux étudiants une bonne culture générale et de constituer une base solide pour les études ultérieures. Au cours de ces

dix dernières années, la structure du lycée a été perfectionnée de manière à la rendre plus flexible et plus motivante, en privilégiant les choix individuels. De nouveaux plans d'enseignement ont été adoptés.

L'objectif de la *formation professionnelle* est d'assurer les savoir-faire professionnels de la population et de promouvoir les innovations acquises du monde du travail. Une attention toute particulière est accordée à la qualité de formation, à l'amélioration de l'impact et de l'adéquation par rapport aux besoins du monde du travail ainsi qu'à l'accroissement du statut des compétences professionnelles. La coopération européenne pour l'enseignement et la formation professionnels (EFP) dans le cadre du processus de Copenhague a introduit de nouveaux défis dans le développement de la formation professionnelle. Pour promouvoir la mobilité des étudiants et des personnes ayant obtenu un diplôme, il faut améliorer les systèmes de transfert d'unités capitalisables de crédits et l'assurance qualité de la formation.

Ces dernières années, la politique en matière d'enseignement supérieur a mis l'accent tout particulièrement sur la mise en œuvre des réformes du processus de Bologne. Dans les universités comme dans les écoles supérieures professionnelles, la structure des diplômes et l'organisation la durée des études reposent sur des principes européens communs. Les systèmes d'assurance qualité ont été peaufinés de manière à correspondre aux normes et aux modes de fonctionnement européens.

Le développement de la formation dans les *écoles supérieures professionnelles* privilégie l'internationalisation et la qualité de l'enseignement. Les structures des diplômes ont été remaniées, les processus, les parcours, le cursus des études rendus plus fluides et la mobilité internationale des étudiants et des enseignants accrue. En outre, la recherche et le développement servant les entreprises au niveau régional ont été renforcées. Le remaniement des cursus vise à réduire les abandons et à raccourcir la durée des études.

Le développement de la formation et des diplômes *universitaires* s'effectue en privilégiant l'internationalisation et l'amélioration de la qualité du pilotage de l'enseignement et des études. L'amélioration de la qualité vise à réduire la durée des études, pour que les étudiants puissent entrer plus tôt sur le marché du travail leur diplôme en poche. La réforme de la structure des diplômes et l'adoption de projets d'études personnels rendent la formation universitaire plus flexible et favorisent la formation tout au long de la vie.

La *formation pour adultes* a pour objet de proposer à la population active et aux autres adultes les prérequis au développement continu de leur compétences ainsi qu'à des études choisies. Elle renforce l'équité et la citoyenneté active. Davantage de formations diplômantes, continues et complémentaires adaptées à la population active adulte sont offertes à tous les niveaux de formation. L'offre en matière de formation universitaire ouverte et d'enseignement en ligne a également été accrue et les services d'information et de conseil liés aux études à l'âge adulte ont été améliorés, de même que les conditions économiques des études. Nous nous sommes notamment efforcés d'accroître dans la formation professionnelle destinée aux adultes et l'éducation informelle les possibilités de formation des groupes sous-représentés dans les études à l'âge adulte.

La politique en matière de recherche scientifique vise à renforcer le niveau des sciences et à améliorer l'impact de la recherche scientifique et sa visibilité à l'échelle internationale. Notre objectif est de maintenir le financement de la recherche au niveau des meilleurs pays dans le monde. La professionnalisation de la carrière de chercheur, l'amélioration de l'exploitation commerciale des résultats de la recherche et le renforcement de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises ont constitué les priorités de développement. La mise en réseau sur les plans national et international ainsi que le développement de la coopération à tous les niveaux revêtent la plus grande importance pour permettre l'apparition d'une recherche de très haut niveau.

## Résultats

La Finlande figure selon des études internationales parmi les pays les plus compétitifs au monde. Cette réussite s'explique notamment par l'efficacité et l'ouverture de son secteur public ainsi que l'équité et la qualité de son système d'éducation, de formation et de recherche.

Selon l'étude PISA, les compétences des jeunes Finlandais les placent dans le peloton de tête des pays de l'OCDE aussi bien dans les mathématiques, les sciences que la maîtrise de la lecture. La part des élèves peu performants est faible par rapport aux autres pays de l'OCDE et les différences régionales et entre les écoles sont aussi minimales.

54% de la population active bénéficie chaque année à de la formation pour adultes et le nombre des participants a progressé de 200 000 en l'espace de dix ans. La participation est cependant plus irrégulière que dans les autres pays nordiques.


La carrière de chercheur est attrayante en Finlande et il n'y a pas eu de pénurie d'étudiants doctorants talentueux. Les chercheurs finlandais publient dans un nombre croissant dans les revues internationales et leurs recherches font l'objet de nombreuses citations. Le nombre des étudiants dans les disciplines mathématiques, techniques et scientifiques est élevé en Finlande si on le compare aux standards internationaux.

## Défis futurs

Les défis à venir de la politique finlandaise en matière d'éducation et de formation résident dans le renforcement des conditions de fonctionnement du système éducatif public. La capacité concurrentielle et d'innovation devra également être consolidée au moyen de la politique éducative et scientifique, afin de créer des pôles de compétence de classe internationale et dans les domaines importants du point de vue de l'économie et de la prospérité du pays.

Caractérisé par sa grande couverture géographique, le réseau des écoles et des établissements d'enseignement supérieur devra faire l'objet de réformes, car les mutations démographiques sont considérables et les flux migratoires à l'intérieur du pays devraient se poursuivre de façon prononcée. La rationalisation du réseau permettra également de réaliser des économies susceptibles d'être affectées au développement du système de formation et de recherche.

L'ouverture internationale constitue pour l'économie finlandaise la condition du succès et du renouvellement. L'accroissement de la coopération et de l'interaction sur le plan international revêt une importance cruciale dans le domaine de la formation et de la recherche. Nous sommes prêts à œuvrer dans cette direction. La Finlande souhaite la bienvenue aux étudiants, chercheurs et enseignants étrangers !



Antti Kalliomäki  
Ministre de l'Éducation

# LE SYSTÈME ÉDUCATIF

La prospérité de la société finlandaise repose sur l'éducation et les compétences. Chaque enfant se voit garantir la possibilité d'étudier et de se développer selon ses aptitudes, indépendamment de son lieu de résidence, de sa langue ou de sa situation économique. Tous les élèves ont droit à un enseignement et à un accompagnement professionnels de qualité ainsi qu'à un environnement d'apprentissage épanouissant sûr et au bien-être. La flexibilité du système éducatif finlandais et la garantie fondamentale de formation se traduisent par des résultats égalitaires.

Le système éducatif finlandais est scindé en trois phases : l'enseignement fondamental, l'enseignement du second cycle et l'enseignement supérieur. Les enfants bénéficient d'un enseignement préscolaire l'année précédant la scolarité obligatoire. Commun pour tous, l'enseignement fondamental, à vocation généraliste, dure neuf ans. L'enseignement du deuxième degré comprend la formation professionnelle et la formation généraliste qui se déroulent au lycée. L'enseignement supérieur est dispensé dans les établissements d'enseignement supérieur et dans les universités.

La formation pour adultes est proposée à tous les niveaux de formation. En outre, la formation culturelle et générale offre à la population adulte de nombreuses possibilités de suivre des études constituant des passe-temps, développant les compétences et favorisant la participation sociale.

En Finlande, l'éducation est conçue de telle manière que l'enseignement préscolaire, l'enseignement fondamental et l'enseignement du deuxième degré constituent – avec l'éducation de la petite enfance et les activités du matin et de l'après-midi – un parcours d'apprentissage favorisant la croissance, le développement et le bien-être de l'enfant, l'épanouissement.

Le passage des étudiants d'un cycle à un autre est garanti par la législation. L'enseignement dans les lycées et les écoles professionnelles offre un accès égal aux universités et aux écoles supérieures professionnelles.

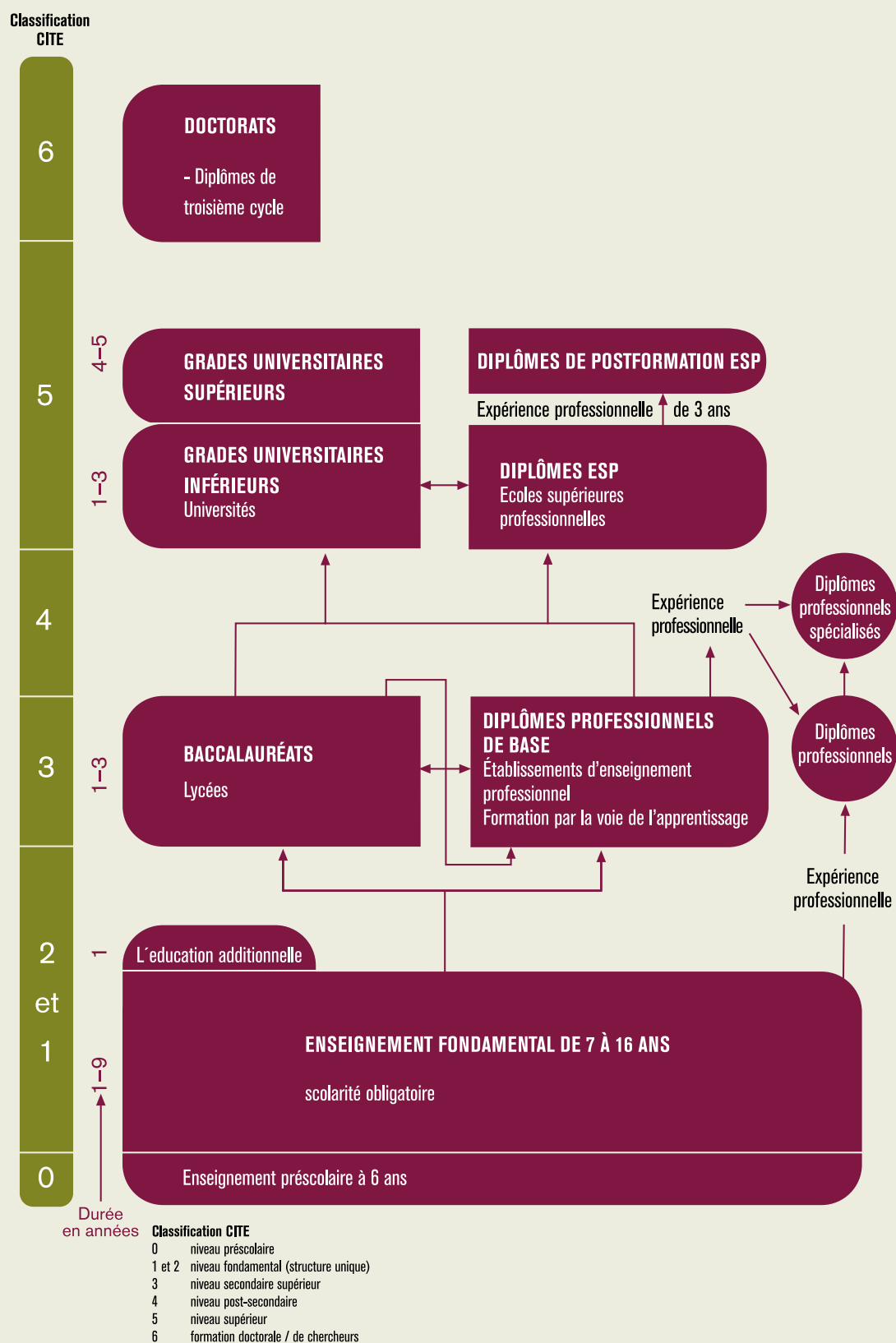
## Les compétences liées à la société de l'information

À tous les niveaux de formation, une attention particulière a été accordée ces dernières années aux connaissances et aux compétences requises par la société de l'information, afin que tous les citoyens bénéficient de chances égales pour évoluer dans la société d'aujourd'hui. Des efforts ont aussi porté sur les possibilités qu'à la recherche d'exploiter les techniques liées à l'information et à la communication ainsi que les matériels électroniques. L'objectif recherché est que la Finlande soit une société mise en réseau ouverte et sûre, dans laquelle les compétences liées à la société de l'information sont de haut niveau.

Les études et l'enseignement font beaucoup appel aux techniques liées à l'information et à la communication. L'enseignement fondamental dispense aux élèves les compétences de base en matière de techniques de l'information et de la communication, ces compétences étant approfondies dans le second cycle, tandis que l'enseignement supérieur forme les professionnels et les chercheurs du domaine. Des efforts tout particulier sont déployés dans la formation des enseignants et dans le développement des matériels éducatifs et des environnements d'apprentissage.



# LE SYSTÈME ÉDUCATIF FINLANDAIS





# ADMINISTRATION ET FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

La législation relative à l'enseignement et les principes généraux de la politique en matière d'éducation et de formation font l'objet de décisions du Parlement. Au sein du gouvernement, le ministère de l'Éducation est chargé de la planification et de l'exécution de la politique en matière d'éducation et de formation.

Le ministère de l'Éducation constitue l'autorité finlandaise suprême en matière d'enseignement, avec la responsabilité de l'exécution au sein de l'administration centrale de la politique d'éducation et de formation définie par le Parlement et le gouvernement. Le ministère de l'Éducation a notamment pour rôle de préparer la législation concernant l'éducation et la formation ainsi que les projets de budget de l'État et les décisions du gouvernement s'y rapportant. Presque toutes les formations dotées d'un financement public dépendent du ministère de l'Éducation ou sont sous sa tutelle.

La Direction nationale de l'enseignement (DNE) constitue l'acteur privilégié en ce qui concerne les écoles de l'enseignement fondamental ainsi que la formation dispensée par les lycées et les écoles professionnelles. Elle entérine les référentiels nationaux des plans d'enseignement et les dispositions relatives à l'évaluation des élèves.

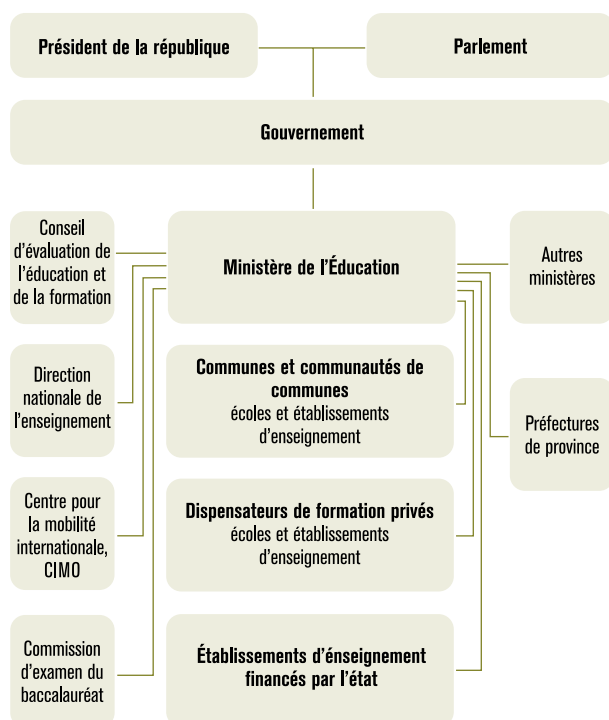
Les cinq préfetures de province de l'administration régionale de l'État s'occupent également des questions éducatives, en particulier celles liées au suivi de la formation et à la protection juridique. Elles pratiquent en outre le pilotage par l'information destiné aux écoles et aux communes et elles procèdent à l'évaluation des services de base.

Les communes sont chargées d'organiser l'enseignement préscolaire et fondamental. Elles assurent aussi l'organisation de l'enseignement du deuxième degré. L'autonomie des communes est garantie par la constitution et leurs attributions et obligations sont définies dans la loi. La responsabilité de la mise en place et du mode d'organisation des services éducatifs relève en grande partie du niveau local. Les dispensateurs responsables locaux de l'enseignement et les financeurs de la formation décident des aspects pratiques de l'enseignement, en choisissant par exemple les enseignants.

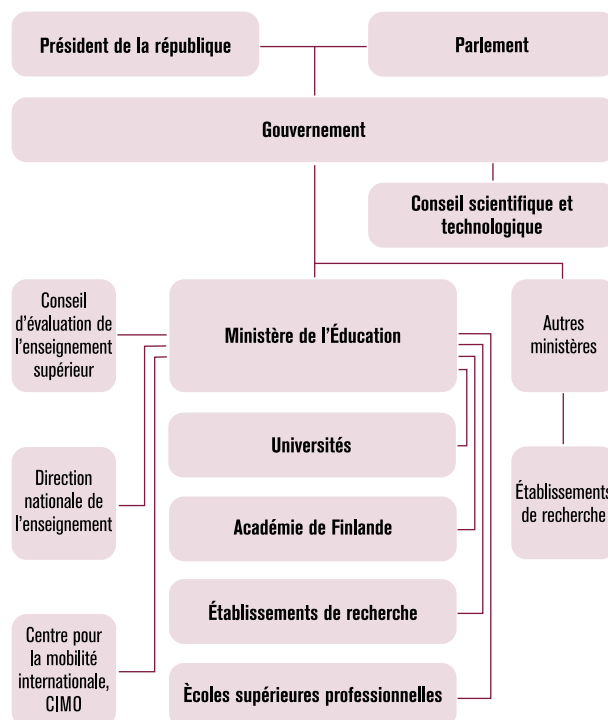
Des organes experts autonomes ont été créés pour les attributions spéciales liées à l'éducation. La commission d'examen du baccalauréat est chargée de gérer le diplôme du baccalauréat, de préparer les épreuves et de les noter. Les commissions spécifiques aux domaines de formation et le comité consultatif de coopération en matière de formation font office d'organes experts pour la formation professionnelle et à orientation professionnelle. Il existe en outre des organes d'évaluation spécifiques pour l'évaluation de la formation. Dans les questions relatives à la formation pour

3

### Administration de l'enseignement fondamental et du second cycle



### Administration de l'enseignement supérieur et de la recherche



adultes, c'est un conseil à la formation pour adultes désigné par le gouvernement pour un mandat de trois ans qui fait office d'organe expert.

Placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation, le Centre pour la mobilité internationale (CIMO) a été fondé en 1991 pour promouvoir l'internationalisation de la formation. Le CIMO coordonne et met en œuvre des programmes subventionnés et d'échange ; il est chargé de l'exécution au niveau national de pratiquement tous les programmes européens éducatifs, culturels et pour la jeunesse.

## Pilotage

Le ministère de l'Éducation pilote la mise en œuvre de la politique d'éducation et de formation en ce qui concerne l'ensemble du système éducatif, exception faite de certains domaines de formation dont le pilotage incombe à d'autres ministères. Les principaux outils de pilotage du ministère de l'Éducation sont le pilotage normatif, financier et par l'information ainsi que la politique en matière d'agrément. On entend ici par pilotage tous les mécanismes visant à réguler les activités et à réaliser les objectifs assignés à celles-ci.

Le pilotage normatif comprend les lois, les décrets, les plans d'enseignement, les référentiels des diplômes et les autres normes. Les instruments du pilotage financier sont les participations obligatoires de l'État aux dépenses des communes et le pilotage par résultats, en plus de quoi l'administration dispose du pilotage par l'information. Lors de ces dernières années, une importance plus marquée a été accordée dans le système pilotage à l'évaluation de la formation.

La base du pilotage de l'enseignement général est constituée par la loi et le décret relatifs à l'enseignement fondamental, la loi et le décret relatifs au lycée et la loi et le décret relatifs à l'enseignement fondamental des arts. Parallèlement à la législation, les décisions du gouvernement quant aux objec-

tifs de la formation et à la répartition horaire ainsi que les référentiels des plans d'enseignement définies par la Direction nationale de l'enseignement constituent les principaux instruments du pilotage normatif.

Le pilotage de la formation professionnelle repose sur la loi et le décret relatifs à la formation professionnelle. Outre le pilotage législatif, les principaux mécanismes de pilotage de la formation professionnelle sont les agréments de formation professionnelle décernés par le ministère de l'Éducation, les décisions du gouvernement et du ministère de l'Éducation quant à la structure de la formation et aux études communes ainsi que les référentiels des plans d'enseignement approuvés par la Direction nationale de l'enseignement.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le pilotage par objectifs et par résultats est l'instrument privilégié. Les écoles supérieures professionnelles et les universités conviennent avec le ministère de l'Éducation de la façon dont s'effectuera en pratique la promotion des objectifs de la politique de l'enseignement supérieur. Les accords d'objectifs des écoles supérieures professionnelles et les contrats de résultats des universités assignent les objectifs aussi bien à chaque établissement d'enseignement supérieur individuellement qu'à l'ensemble du secteur de la formation et ce, pour des périodes contractuelles de trois ans.

La base du pilotage législatif de la formation pour adultes est constituée par la législation relative à la formation professionnelle destinée aux adultes et au financement de l'enseignement et de la culture, ainsi que par la loi et le décret relatifs à la formation culturelle et générale. Le pilotage du ministère de l'Éducation en matière d'éducation informelle s'effectue principalement lors de l'octroi des autorisations de fonctionnement des établissements chargés de l'apprentissage informel et par le biais du financement. En outre, le pilotage par l'information a été adopté à titre expérimental pour l'éducation informelle.

## Dépenses publiques liées à l'éducation et à la formation en proportion du produit intérieur brut de 1995 à 2004\*

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004*
Dépenses publiques liées à l'éducation et à la formation, millions d'euros	6 500	6 900	7 000	7 300	7 600	8 000	8 400	8 900	9 400	9 700
PIB, millions d'euros	96 100	99 400	107 900	117 400	120 100	130 900	136 400	140 900	143 800	149 700
Proportion	6,8 %	6,9 %	6,5 %	6,2 %	6,3 %	6,1 %	6,2 %	6,3 %	6,5 %	6,5 %

Source : Statistique Finlande, données de l'enquête UOE (UNESCO, OCDE, Eurostat)

Les dépenses publiques liées à l'éducation et à la formation incluent les dépenses liées à l'éducation des communes / communautés de communes ainsi que les dépenses de l'État liées à l'aide à la formation.

\*Données préliminaires



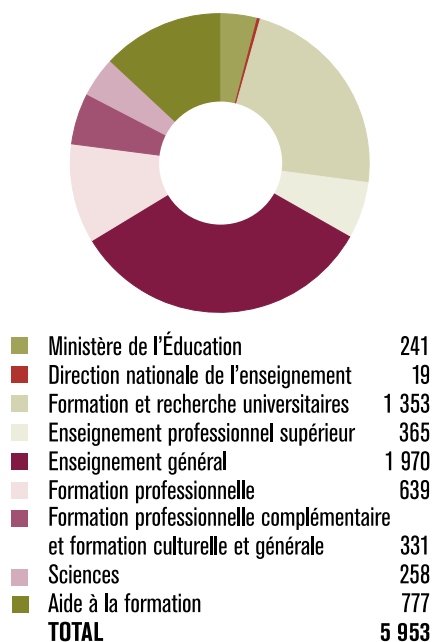
## Financement

Le ministère de l'Éducation finance l'enseignement général, la formation professionnelle fondamentale et complémentaire, l'enseignement dans les écoles supérieures professionnelles et les activités de R&D de ces dernières, l'enseignement et la recherche universitaires, la formation professionnelle complémentaire et la formation culturelle et générale ainsi que les activités du matin et de l'après-midi des écoliers.

L'État accorde aux communes et aux autres dispensateurs de formation un financement pour les frais de fonctionnement et les projets de création, sous la forme des participations obligatoires de l'État aux dépenses des communes et des aides financières de l'État octroyées sur examen. Le financement de l'État constitue pour les communes des fonds non finalisés qu'elles peuvent utiliser comme elles l'entendent. La participation obligatoire de l'État aux dépenses des communes est calculée de manière à couvrir 45% des frais de fonctionnement. Le financement dépend du nombre d'élèves, du nombre de prestations décrivant l'ampleur des activités ainsi que des coûts unitaires théoriques évalués d'année en année.

Les communes se chargent presque entièrement de l'organisation de l'enseignement préscolaire et fondamental et de celui dispensé dans les lycées. La formation professionnelle est dispensée dans environ la moitié des cas par les communes ou les communautés de communes. Les fondations et les collectivités enregistrées sont également susceptibles de dispenser des formations.

**Budget de l'État 2006 :**  
éducation, formation et sciences, (millions d'euros)



## Évaluation

Les dispensateurs de formation ont une obligation légale de procéder à l'évaluation de leurs activités et de prendre part à une évaluation externe. L'évaluation de la formation sert à recueillir des données pour appuyer la prise des décisions liées à la politique de formation et contribuer au pilotage par l'information et les résultats. L'évaluation vise à un développement continu de la qualité de la formation, de la recherche et des autres activités liées. Des évaluations liées à la formation sont réalisées à l'échelle locale, régionale et nationale. En outre, la Finlande participe à des évaluations internationales.

Les tâches liées à l'évaluation des universités et des écoles supérieures professionnelles sont prises en charge par le Conseil d'évaluation de l'enseignement supérieur, une autorité administrative indépendante, rattachée financièrement au ministère de l'Éducation. Il s'agit d'un organe expert ayant comme rôle d'assister le ministère de l'Éducation et les établissements d'enseignement supérieur dans les évaluations de ces derniers.

Fonctionnant sous la forme d'un réseau d'experts, le Conseil d'évaluation de la formation fait office d'organe d'évaluation de la formation générale, professionnelle et pour adultes. Ce conseil d'évaluation indépendant a pour rôle d'évaluer la formation et l'apprentissage, d'améliorer le système d'évaluation et de promouvoir la recherche liée à l'évaluation. L'évaluation sert au ministère de l'Éducation, aux dispensateurs de formation et aux établissements d'enseignement





A photograph of two young women outdoors. The woman on the left has blonde hair and is wearing a white long-sleeved shirt. She is looking down at her hands, which are adjusting a necklace on the woman next to her. The woman on the right has brown hair and is wearing a dark shirt with a red collar. She is looking towards the camera with a slight smile. The background is a bright, sunny outdoor setting with trees and a clear sky.

# L'AIDE À LA FORMATION

En Finlande, les études postérieures à l'enseignement fondamental sont garanties pour l'ensemble d'une classe d'âge, l'objectif étant d'améliorer le parcours et la qualité de vie des individus et d'assurer la capacité fonctionnelle de la société et du monde du travail. Tous bénéficient des mêmes chances d'accès à l'éducation, indépendamment de leur situation économique.

L'aide à la formation et les autres prestations sociales liées aux études ont un impact significatif sur le déroulement et sur la durée des études. La sécurité économique et sociale permet d'étudier à plein temps, de façon systématique, et de raccourcir la durée des études. L'objectif étant que l'aide à la formation assure les revenus nécessaires pendant les études. Le développement de l'aide à la formation s'effectue sur la base des objectifs de la politique en matière d'éducation.

La santé et le bien-être des élèves et des étudiants font l'objet d'un suivi dans les établissements d'enseignement. Les élèves de l'enseignement fondamental et les étudiants du deuxième degré ont droit à des soins scolaires gratuits, qui comprennent les soins de santé scolaires et l'implication de l'ensemble du personnel scolaire favorisant la croissance des enfants et des jeunes.

Les élèves de l'enseignement fondamental et du second cycle ont droit tous les jours à un repas gratuit, les étudiants de l'enseignement supérieur bénéficiant quant à eux d'une subvention repas. Les élèves de l'enseignement fondamental ont droit au transport scolaire gratuit, sous certaines conditions. Ceux étudiant au lycée et dans l'enseignement professionnel de base ont eux aussi la possibilité de bénéficier d'une subvention pour les trajets scolaires quotidiens.

L'enseignement est gratuit dans tous les établissements d'enseignement publics et à tous les niveaux d'éducation. Les manuels scolaires sont payants dans les établissements d'enseignement du deuxième degré et dans l'enseignement supérieur.

## L'aide à la formation pour les études à plein temps

L'aide à la formation se compose de l'allocation à la formation, de l'allocation logement et de la garantie de l'État sur le prêt à la formation. Elle est accordée pour les études au lycée et dans l'enseignement professionnel de base ainsi que pour la préparation des diplômes de l'enseignement supérieur. Pour en bénéficier, il faut étudier à plein temps, progresser dans ses études et avoir besoin d'un soutien financier. Son

obtention dépend, pour les étudiants de l'enseignement supérieur de leurs revenus et pour les étudiants du deuxième degré de moins de 20 ans des revenus des parents.

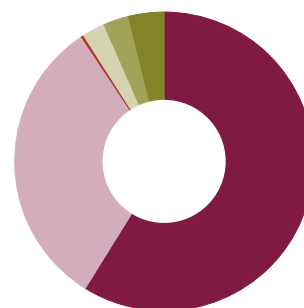
L'aide est déterminée sur la base d'une évaluation des besoins s'effectuant en fonction de l'âge de l'étudiant, de son mode de résidence, du cycle de formation et des revenus. Il est également possible de bénéficier de l'aide à la formation pour les études à l'étranger si celles-ci correspondent aux études éligibles pour l'aide en Finlande.

Les prêts à la formation bénéficient d'une garantie de l'État, qui est de 300 euros par mois pour les étudiants de l'enseignement supérieur. Les prêts à la formation garantis par l'État ne nécessitent pas d'autres cautions. Les intérêts et les autres conditions du prêt font l'objet d'un accord entre la banque et l'étudiant. La durée de remboursement du prêt représente généralement deux fois le laps de temps durant lequel le prêt a été accordé. Tout étudiant ayant commencé ses études supérieures lors de l'année universitaire 2005–2006 ou après bénéficiera d'une déduction fiscale après l'obtention de son diplôme, à condition que ce dernier ait été obtenu dans les délais impartis et qu'il ait financé ses études avec un prêt à la formation.

Des informations relatives à la situation économique et sociale des étudiants de l'enseignement supérieur en Finlande et dans dix autres pays européens figurent dans le rapport de l'enquête internationale « Eurostudent Report 2005 », accessible sur Internet à l'adresse [www.his.de/eurostudent](http://www.his.de/eurostudent).

4

## Dépenses liées à l'aide à la formation 2005 (millions d'euros)



Allocation à la formation	429
Allocation logement	232
Subvention et aide à l'intérêt	2
Engagement au titre des cautions	18
Subvention repas	20
Subvention pour les trajets scolaires	28
<b>Total</b>	<b>729</b>

Source: Bureau national des pensions

## Bénéficiaires de l'aide à la formation en 2005

### Allocation à la formation Nbre de bénéficiaires

Universités	87 000
Écoles supérieures professionnelles	87 100
Établissements d'enseignement professionnel	82 600
Lycées	26 100
Autres établissements d'enseignement	5 700
Établissements d'enseignement étrangers	4 400
<b>Total</b>	<b>292 900</b>
Allocation logement	194 000
Bénéficiaires d'une caution sur prêt	117 600
Bénéficiaires de la subvention pour les trajets scolaires	49 600

Source: Bureau national des pensions

## L'allocation à la formation des adultes

La principale forme d'aide pour les personnes quittant le monde du travail pour suivre des études à plein temps est l'allocation à la formation des adultes, qui dépend du niveau de revenus obtenus avant les études. Le but de cette allocation est de maintenir pour l'étudiant un niveau de revenus acceptable. Les bénéficiaires de l'allocation à la formation des adultes peuvent en outre se voir accorder une garantie de l'État sur leur prêt à la formation. S'il n'est pas éligible pour l'allocation à la formation des adultes, l'étudiant adulte pourra aussi prétendre à l'aide à la formation pendant la durée de ses études à plein temps.

Il est possible de suivre des études librement choisies lors d'un congé d'alternance, qui repose sur un accord entre l'employé et l'employeur et donne droit à une indemnité d'alternance. Celle-ci représente entre 70 et 80 % de l'allocation chômage à laquelle l'employé pourrait prétendre. Les chômeurs décidant de suivre une formation de leur choix perçoivent une indemnité journalière de formation.

## 4

### Allocation d'aide aux étudiants 2005 (€/mois)

	Éducation supérieur	Formation professionnel ou lycée
Bourse d'études	259	21–213
Allocation logement	179	179
Prêt à la formation	300	160–220
<b>Au total</b>	<b>738</b>	<b>181–612</b>

Source: Bureau national des pensions







# LA FORMATION DES ENSEIGNANTS



Les Finlandais tiennent en grande estime la profession d'enseignant et il n'est possible d'accepter chaque année qu'une petite partie des personnes postulant à la formation des enseignants. Les enseignants reçoivent leur formation dans les universités et ils obtiennent un grade universitaire supérieur. La formation des enseignants est dispensée dans 11 universités, dont une suédophone. La formation des enseignants dispensée dans les universités a pour objectif de donner à l'étudiant les aptitudes nécessaires pour exercer de façon autonome comme enseignant, conseiller et éducateur.

Le professeur du primaire de l'enseignement fondamental enseigne toutes les matières de la 1<sup>re</sup> à la 6<sup>ème</sup> classe. Il peut aussi assurer l'enseignement préscolaire et diriger les activités du matin et de l'après-midi des écoliers. Le professeur du primaire doit avoir un grade universitaire supérieur, avec une matière des sciences de l'éducation comme matière principale. L'étendue du diplôme est de 300 crédits ECTS. Le professeur du primaire peut également obtenir la qualification nécessaire pour enseigner une matière.

Le diplôme de base des professeurs de matière de la 7<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> classe de l'enseignement fondamental, des professeurs de lycée, des enseignants du tronc commun de l'enseignement professionnel et des enseignants de la formation pour adultes est un grade universitaire supérieur. L'étendue du diplôme est de 300 à 350 crédits ECTS. Le diplôme de professeur de matière inclut, parallèlement aux études dans les matières principales et secondaires, des études pédagogiques d'une étendue de 60 crédits ECTS au moins, qui comprennent un stage d'enseignement.

En outre, les universités dispensent des formations d'enseignant spécialisé et de conseiller d'orientation. Les enseignants spécialisés exercent aussi bien dans l'enseignement fondamental que dans la formation professionnelle. Les conseillers d'orientation exercent dans l'enseignement fondamental (classes de 7 à 9), dans les lycées et dans les établissements d'enseignement professionnel.

## La formation des enseignants de l'enseignement professionnel

La formation des enseignants de l'enseignement professionnel est dispensée dans cinq établissements supérieurs professionnels de formation des enseignants rattachés aux écoles supérieures professionnelles. Ces établissements dispensent une formation pédagogique destinée aux personnes recherchant une formation qualifiante pour enseigner dans les instituts professionnels, les écoles supérieures professionnelles, la formation culturelle et générale et la formation pour adultes.

Cette formation a une étendue de 60 crédits et elle comprend des études en sciences de l'éducation, des études de pédagogie professionnelle et un stage d'enseignement. La formation professionnelle des enseignants a pour objectif de donner les connaissances et les compétences nécessaires pour encadrer des étudiants différents ainsi que les aptitudes à développer leur domaine d'enseignement, en tenant compte de l'évolution du monde du travail et des métiers.

## La formation continue

Après leur insertion dans la vie professionnelle, les enseignants se voient offrir la possibilité d'actualiser en permanence leurs compétences professionnelles. La formation continue a pour mission de mettre à jour les compétences pédagogiques des enseignants. Il s'est aussi avéré qu'elle contribuait à aider les enseignants à garder la force de faire leur travail. La formation continue est facultative pour les enseignants, mais la plupart y participent tous les ans. Elle est gratuite pour les enseignants, qui perçoivent intégralement leur salaire durant les jours de formation.

L'organisation de la formation continue des enseignants incombe principalement à leurs employeurs, c.-à-d. aux communes. Celles-ci ont l'obligation d'organiser pour les enseignants une formation continue au minimum trois jours par an. L'État organise lui aussi de la formation continue. La formation bénéficiant d'un financement direct de l'État porte surtout sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement. Les autres thèmes de la formation continue financée par l'État ont été notamment les aptitudes à l'accompagnement, le développement de l'enseignement spécialisé, le travail lié aux plans d'enseignement, la pédagogie en ligne et l'enseignement des médias, les sciences, les langues et le développement de la formation professionnelle.



# L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE ET FONDAMENTAL

L'enseignement préscolaire et fondamental crée les bases de la formation tout au long de la vie. L'enseignement préscolaire favorise l'apparition chez l'enfant d'aptitudes propices à la croissance, l'épanouissement, au développement et à l'apprentissage, ce, de manière égalitaire dans tout le pays. Il développe les aptitudes sociales et éthiques de l'enfant, son expression orale, sa prise de conscience de la langue ainsi que ses capacités littéraires et mathématiques.

L'objectif de l'enseignement fondamental est de soutenir les élèves dans leur croissance vers une pleine humanité et une citoyenneté éthiquement responsable tout en leur donnant les connaissances et les compétences nécessaires dans la vie. L'enseignement doit faire progresser la culture et l'égalité dans la société et accroître les possibilités des élèves de participer à une formation ultérieure et de se développer eux-mêmes au cours de leur vie. Il vise également à garantir une égalité suffisante face à l'éducation partout dans le pays.

Les priorités de développement de l'éducation sont le renforcement de sécurité fondamentale, le développement des contenus et des méthodes d'enseignement, l'amélioration du bien-être de la communauté scolaire et de la qualité de l'environnement d'apprentissage, les mesures visant à prévenir l'exclusion ainsi que le renforcement du système de pilotage de la formation

Les enfants résidant de façon permanente en Finlande ont l'obligation légale d'accomplir le cycle de l'enseignement fondamental. La scolarité obligatoire peut s'accomplir en prenant part à l'enseignement fondamental ou en acquérant d'une autre manière les connaissances correspondant au cycle de l'enseignement fondamental. Pratiquement tous les enfants (99,7 %) accomplissent le cycle de l'enseigne-

ment fondamental. Les enfants ont le droit de participer à un enseignement préscolaire l'année précédant la scolarité obligatoire

### L'enseignement préscolaire

Les communes ont l'obligation de mettre en place l'enseignement préscolaire, la participation des enfants à ce dernier étant facultative. Presque tous les enfants prennent part à cet enseignement, en règle générale à l'âge de six ans. Il vise à renforcer les aptitudes à l'apprentissage chez les enfants, dans le cadre de l'éducation de la petite enfance.

L'éducation de la petite enfance repose sur l'ensemble constitué par les soins, l'éducation et l'enseignement. Les modes de travail utilisés dans l'enseignement préscolaire – jeux, activités physiques, résolution des problèmes et expériences concrètes – favorisent une croissance et un développement complets de l'enfant. La journée de l'enseignement préscolaire des enfants dure en moyenne quatre heures.

### L'enseignement fondamental

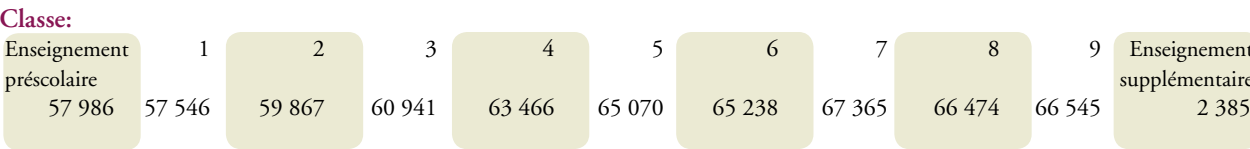
Les enfants finlandais commencent leur scolarité à l'âge de 7 ans à l'école fondamentale. L'enseignement fondamental est un enseignement général gratuit proposé à l'ensemble de la classe d'âge et ses neuf classes constituent un tronc commun. Lorsqu'il a terminé le cycle de l'école fondamentale, l'élève a accompli sa scolarité obligatoire. L'école fondamentale ne délivre pas de diplôme, mais elle donne accès à l'ensemble de l'enseignement du second cycle, dans les lycées et l'enseignement professionnel.

L'année scolaire comporte 190 journées scolaires. Elle commence à la mi-août et se termine début juin, les vacances d'été durant plus de deux mois.

Dans les deux premières classes de l'enseignement fondamental, la journée de travail de l'élève ne peut comporter que cinq leçons de 45 minutes, ce nombre passant à sept les années suivantes ainsi que dans l'enseignement supplémentaire. Selon l'âge de l'élève, l'enseignement fondamental comprend entre 19 et 30 heures par semaine.

La définition des objectifs généraux au niveau national et la répartition horaire des différentes matières dans l'enseignement sont du ressort du gouvernement. La Direction nationale de l'enseignement prépare le cadre général national des

### Élèves de l'enseignement fondamental en 2005



Ensemble du pays 632 883

Source : Statistique Finlande

plans d'enseignement, sur lesquels s'appuiera la préparation des plans d'enseignement au niveau de la commune et/ou de l'école.

La langue d'enseignement à l'école est soit le finnois ou le suédois, mais peut aussi être le same, le tzigane ou la langue des signes. En outre, une partie de l'enseignement peut être dispensé dans la propre langue de l'élève (si elle est autre que celles susmentionnées), à condition que ceci ne porte pas préjudice aux possibilités de l'élève de suivre l'enseignement. L'enseignement des élèves habitant dans la région same et parlant le same doit être dispensé principalement en same. Les élèves malentendants devront aussi pouvoir bénéficier d'un enseignement dans la langue des signes s'il y a lieu.

## Matières de l'enseignement fondamental

• Langue maternelle et littérature • Langue A • Langue B • Mathématiques • Connaissances de l'environnement • Biologie et géographie • Physique et chimie • Éducation sanitaire • Religion/morale (enseignement non confessionnel) • Histoire et sciences sociales • Musique • Arts plastiques • Travaux manuels • Éducation physique et sportive • Travaux ménagers • Orientation pédagogique de l'élève • Matières optionnelles

Les élèves ont au minimum 19 leçons de 45 minutes par semaine dans les classes 1 et 2, 23 leçons dans les classes 3 et 4, 24 leçons dans les classes 5 et 6 et 30 dans les classes 7 à 9.

## L'enseignement spécialisé et supplémentaire

L'enseignement spécialisé et l'enseignement supplémentaire offrent un soutien à l'élève. Si, en raison d'un handicap, d'une maladie, d'un retard du développement ou pour toute autre raison, il n'est pas possible de dispenser l'enseignement à l'élève d'une autre manière, il devra bénéficier d'un enseignement spécialisé. Cet enseignement est organisé dans la mesure du possible en connexion avec l'enseignement principal, ou dans une classe spécialisée ou dans un autre endroit adapté. La durée de la scolarité obligatoire pourra aussi être prolongée pour cause de handicap ou de maladie. La scolarité obligatoire commence l'année où l'enfant atteint l'âge de six ans et elle dure 11 ans.

Les jeunes ayant accompli le cycle de l'enseignement fondamental pourront se voir proposer un enseignement supplémentaire d'une durée d'un an, qui a pour but de les encourager à poursuivre leurs études dans le second cycle.

## Les activités du matin et de l'après-midi et l'enseignement de base des arts

Les communes organisent des activités du matin et de l'après-midi facultatives, distinctes des leçons et destinées aux élèves de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> classe de l'école fondamentale

ainsi qu'à ceux de l'enseignement spécialisé. Ces activités soutiennent l'action éducative entreprise à la maison et à l'école, contribuent au développement de la vie affective et à la croissance l'éducation éthique de l'enfant, elles favorisent son bien-être et offrent des occupations encadrées très variées.

Dans le cadre des activités du matin et de l'après-midi, il est aussi possible de mettre en place un enseignement de base des arts, qui constitue une éducation artistique extérieure à l'école et destinée en premier lieu aux enfants et aux jeunes. Cet enseignement progresse avec des objectifs clairs d'un niveau à un autre. Il donne aux élèves les aptitudes leur permettant de s'exprimer et de poursuivre des études professionnelles dans le domaine en question, ainsi que des études dans les écoles supérieures professionnelles et les universités. Les objectifs et les principaux contenus de l'enseignement sont définis dans le cadre général du plan d'enseignement approuvés neuf domaines artistiques par la Direction nationale de l'enseignement. Soutenu par la participation obligatoire de l'État aux dépenses des communes, ce réseau d'établissements d'enseignement comprend 88 établissements d'enseignement musical et 23 établissements représentant les autres domaines artistiques. Des frais raisonnables sont susceptibles d'être acquittés par les élèves prenant part à l'enseignement. Ces frais sont fixés par les dispensateurs de la formation.

## Les comparaisons internationales en matière d'éducation

La Finlande s'est distinguée à son avantage dans les comparaisons internationales en matière d'éducation: par exemple le programme Pisa, qui évalue la performance des jeunes de 15 ans dans les mathématiques, les sciences, la maîtrise de la lecture et la résolution des problèmes. Selon cette évaluation, les résultats d'apprentissage des élèves finlandais de l'enseignement fondamental sont excellents dans les matières les plus déterminantes et les différences entre les élèves, les écoles et les différentes régions sont très modestes à l'échelle internationale.

Il existe de nombreuses raisons à ce succès. Le système scolaire finlandais garantit à tous les enfants et à tous les jeunes des chances égales d'accès à l'enseignement fondamental, indépendamment de la position sociale, du sexe ou de l'origine ethnique. L'enseignement est gratuit et les nombreuses prestations sociales liées aux études – notamment repas scolaires, subvention pour les trajets scolaires, soins de santé scolaires – sont accessibles à tous. La formation des enseignants garantit un enseignement de qualité et de haut niveau. En Finlande, la responsabilité de mettre en place la formation incombe aux communes et se trouve ainsi proche des enfants, des jeunes et de leurs foyers. Les citoyens font confiance à l'enseignement et il existe de longues traditions de coopération entre la maison, l'école et les différentes autorités.



Le vaste réseau de bibliothèques existant en Finlande a quant à lui contribué à une excellente maîtrise de la lecture. On dénombre en Finlande près de mille bibliothèques à vocation générale, dans lesquelles les prêts sont gratuits. En 2004, plus de 100 millions d'emprunts ont été effectués, soit environ 20 pour chaque Finlandais.

En dépit du bon niveau et de l'homogénéité des résultats d'apprentissage, on rencontre aussi en Finlande des enfants et des jeunes qui posent un défi au système éducatif : il faut s'occuper de leur bien-être et améliorer le niveau de leurs compétences. L'action préventive et une intervention précoce dans la situation des enfants et des jeunes qui vont mal sont humainement justes et économiquement rentables tant du point de vue de la société que de celui de l'individu.

## Les dispensateurs de l'enseignement préscolaire et fondamental

Le réseau des écoles fondamentales couvre l'ensemble du pays. Elles étaient au nombre de 3 579 en 2005. La majorité des élèves a suivi l'enseignement dans des écoles de taille moyenne (de 300 à 499 élèves). Les écoles les plus petites comptent moins de dix élèves, les plus grandes plus de 900.

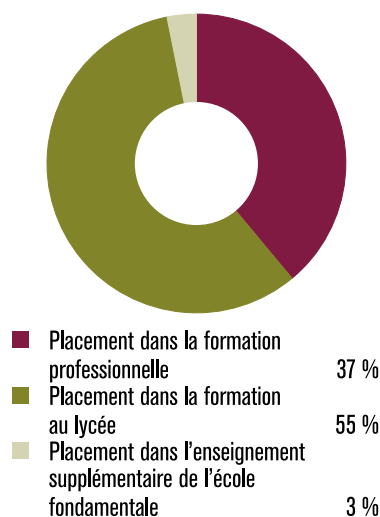
La commune met en place l'enseignement préscolaire et fondamental pour les enfants en âge de suivre l'enseignement préscolaire et la scolarité obligatoire. L'État contribue aux frais en versant directement au dispensateur de la formation, la participation obligatoire aux dépenses des communes. Un coût unitaire (en € par élève) fixé chaque année par le ministère de l'Éducation est utilisé comme base théorique pour le calcul de cette participation de l'État. En

2005, la part de l'État dans le financement était de 57 pour cent et celle des communes de 43 pour cent.

## L'enseignement de base des adultes

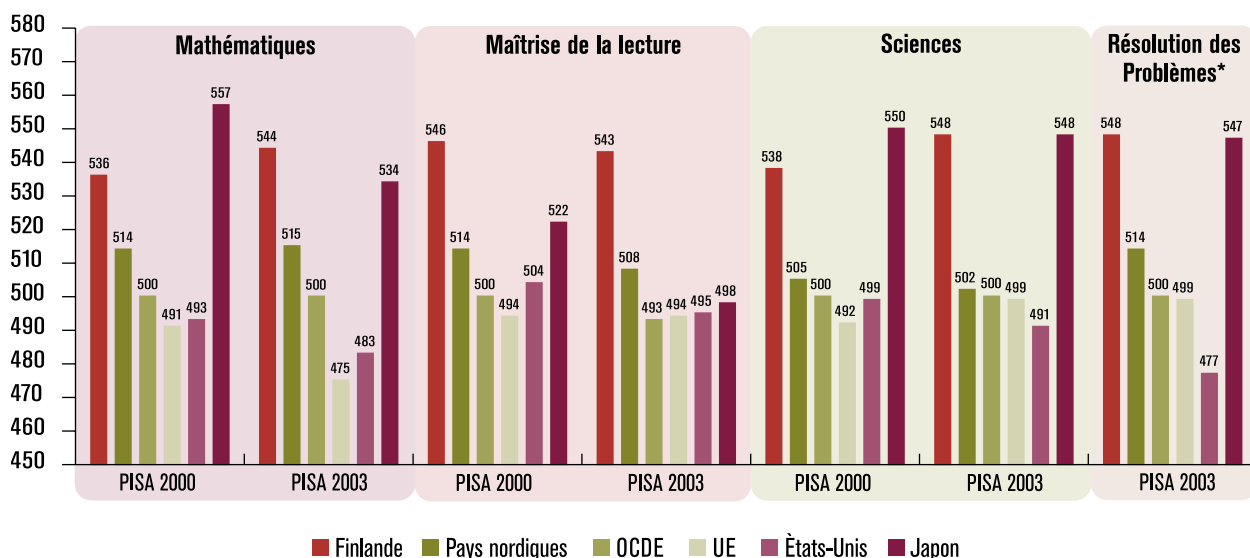
Les adultes peuvent accomplir l'intégralité du cycle de l'enseignement fondamental (44 cours) ou étudier des matières isolées. L'enseignement est dispensé dans des lycées pour adultes ou des instituts populaires auxquels le gouvernement a accordé l'autorisation de dispenser l'enseignement fondamental.

## Placement immédiat dans la formation en 2004 des élèves ayant achevé le cycle de l'enseignement fondamental



Source : Statistique Finlande

## Évolution des scores moyens dans les évaluations PISA 2000 et PISA 2003



\* non inclus dans l'enquête PISA de l'année 2000

Source : PISA





# LE LYCÉE ET L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

L'enseignement du deuxième degré suivant l'enseignement fondamental comprend les lycées d'enseignement général et les établissements d'enseignement professionnel. L'obtention du diplôme de fin d'études secondaires dans les deux systèmes requiert en règle générale trois ans d'études et donne accès à l'enseignement supérieur : universités et écoles supérieures.

L'enseignement dispensé au lycée est un enseignement général. À l'issue du lycée, les élèves passent l'examen national du baccalauréat pour obtenir un diplôme spécifique sanctionnant l'examen. Les élèves de l'enseignement professionnel de base obtiennent un diplôme de qualification professionnelle de base. Ce diplôme ainsi que le diplôme professionnel et le diplôme professionnel spécialisé peuvent être obtenus dans le cadre de la qualification professionnelle par la validation des acquis indépendamment de la manière dont la qualification a été acquise.

## LES LYCÉES

La formation au lycée renforce les connaissances générales et elle a pour objectif de soutenir les élèves dans leur développement en vue de devenir des citoyens équilibrés et de leur donner les connaissances et les compétences requises pour poursuivre leurs études. La formation doit également soutenir les élèves en vue d'acquérir les capacités nécessaires pour une formation tout au long de la vie et pour leur développement personnel au cours de leur vie.

Le lycée dispense un enseignement général aboutissant à l'examen national du baccalauréat. Il ne confère pas de qualification professionnelle. Après le lycée, les élèves peuvent poursuivre leurs études dans les universités, dans les écoles supérieures professionnelles ou dans les établissements d'enseignement professionnel du second cycle.

Pour accéder au lycée, les élèves doivent avoir accompli le cycle de l'école fondamentale. Ils demandent l'admission aux lycées et aux établissements d'enseignement professionnel par un système de candidature commune. Si le nombre de candidats dépasse celui des places offertes, les lycées peuvent choisir leurs élèves en fonction de leurs résultats antérieurs. Les élèves abandonnent rarement leurs études au lycée.

Un certain nombre de lycées sont spécialisés dans l'enseignement de certaines disciplines, par exemple les sports, les arts plastiques ou la musique. En Finlande, il existe également des lycées permettant d'obtenir des diplômes internationaux sanctionnant la fin d'études secondaires.

### Les études au lycée

Les élèves ont en général entre 16 et 19 ans. La plupart d'entre eux mettent trois ans pour accomplir le programme du lycée. La formation au lycée destinée aux adultes s'effectue dans les lycées pour adultes ou dans les sections adultes des lycées permettant d'accomplir le programme du lycée et d'obtenir le baccalauréat. Dans les lycées pour adultes, les cours sont en général donnés le soir. Outre la formation diplômante, les élèves peuvent passer des épreuves dans une matière particulière ou améliorer leurs notes antérieures.

La formation au lycée se fait sous forme modulaire. L'enseignement dans les différentes matières ainsi que l'accompagnement et l'orientation est divisé en cours d'une durée de 38 heures en moyenne. Le programme du lycée comporte au total 75 cours au minimum. Dans la formation pour adultes, le programme du lycée comporte au minimum 44 cours, la durée d'un cours étant en moyenne de 28 heures.

Les objectifs généraux au niveau national ainsi que la répartition des horaires entre les différentes matières ou groupes disciplinaires sont définis par le gouvernement. La Direction nationale de l'enseignement arrête les objectifs et les principaux contenus de l'enseignement en confirmant le cadre général pour les plans d'enseignement sur la base duquel les dispensateurs de formation établissent leur plan local.

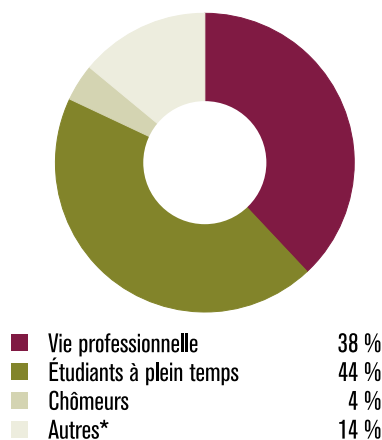
L'enseignement est gratuit pour les élèves qui accomplissent le cycle entier. Des frais de scolarité peuvent être exigés de ceux n'étudiant que quelques matières. Les élèves doivent acheter leurs manuels et payer un droit d'inscription à l'examen du baccalauréat.

La Commission d'examen du baccalauréat, nommée par le ministère de l'Éducation pour une période de trois ans, est chargée de diriger l'examen, d'établir les sujets et de noter les copies des candidats.

## Les dispensateurs de formation au lycée

La formation au niveau du lycée peut être dispensée par les communes, les communautés de communes, les associations ou les collectivités privées. L'État participe aux frais de la formation par une subvention réglementaire, calculée en fonction du nombre des élèves et du coût unitaire établi par élève. La Finlande compte 435 lycées, dont la majeure partie dépend des communes.

## Placement en 2003 des étudiants ayant obtenu le baccalauréat en 2002



\* inclut par exemple les personnes accomplissant le service militaire

Source : Statistique Finlande

## Nombres d'étudiants et de diplômes des lycées

	2002	2003	2004
Étudiants de première année	41 020	42 610	43 000
Diplômes de baccalauréat	36 200	35 170	34 620
Nombre d'étudiants	124 160	120 870	118 530

Source : Statistique Finlande

## Le baccalauréat

Le baccalauréat national permet d'évaluer si les élèves ont assimilé les connaissances théoriques et pratiques définies dans les plans d'enseignement du lycée et atteint la maturité suffisante correspondant aux objectifs du lycée. L'examen est organisé en deux sessions par an, au printemps et à l'automne. Le candidat peut subir l'ensemble des épreuves au cours d'une même session ou progressivement au cours de trois sessions consécutives au maximum.

L'examen comporte au minimum quatre épreuves. Seule l'épreuve de langue maternelle (finnois ou suédois) est obligatoire pour tous les candidats. Pour les trois autres épreuves obligatoires, le candidat a le choix entre les disciplines suivantes : seconde langue nationale (suédois ou finnois), langue étrangère, mathématiques ou épreuve pluridisciplinaire. Le candidat peut également participer à une ou plusieurs épreuves facultatives.

# LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle couvre la formation professionnelle initiale, dite de base, et la formation professionnelle continue ou complémentaire. La principale mission de la formation professionnelle est de donner la qualification professionnelle nécessaire dans la vie active. Elle donne également les aptitudes pour l'apprentissage la formation tout au long de la vie et pour le développement personnel. Dans la formation professionnelle continue, l'une des priorités actuelles est de renforcer la dimension développement et service du monde du travail et, tout particulièrement, de répondre aux besoins des PME en matière de compétences. La formation professionnelle diplômante est dispensée dans des établissements ou par la voie de l'apprentissage.

La formation professionnelle est destinée aussi bien aux jeunes ayant terminé l'enseignement fondamental, en vue d'une insertion dans la vie active, qu'aux adultes déjà entrés dans la vie active. Les adultes peuvent préparer les mêmes diplômes de base que les jeunes. Ils peuvent également participer à la formation professionnelle complémentaire qui est une formation continue et complémentaire après la formation initiale.

Les diplômes professionnels de base permettent d'obtenir des aptitudes de base variées dans la branche concernée et un savoir-faire plus spécifique dans un domaine particulier. Le diplôme professionnel de base donne un accès général aux universités et aux écoles supérieures professionnelles.

## Nombre d'étudiants et de diplômes de la formation professionnelle initiale et continue

### Formation initiale

	2002	2003	2004
Étudiants de première année	60 280	60 090	61 300
Diplômes obtenus	32 440	35 220	37 610
Nombre d'étudiants	143 620	147 410	149 340

### Formation continue

	2002	2003	2004
Étudiants de première année	20 540	23 910	24 000
Diplômes obtenus	13 150	14 957	15 000
Nombre d'étudiants	36 990	42 120	43 000

Source : Statistique Finlande

## Le diplôme de base

La formation professionnelle de base donne aux élèves les compétences professionnelles requises pour l'insertion dans la vie active ainsi que les aptitudes pour l'exercice de leur métier à titre indépendant ou en tant qu'entrepreneur. La majeure partie des élèves de l'enseignement professionnel sont des jeunes issus de l'enseignement fondamental, mais environ un cinquième de la formation est destiné aux adultes disposant d'une formation antérieure et d'une expérience professionnelle.

La formation professionnelle se fait principalement dans les établissements, mais, de plus en plus souvent, les diplômes sont préparés sur le lieu du travail dans le cadre de l'apprentissage. L'enseignement repose sur les principes inscrits dans le cadre national des plans d'enseignement élaborés en concertation avec les représentants de la vie professionnelle. Les dispensateurs de formation établissent leurs plans d'enseignement au niveau local sur la base du cadre général.

La formation professionnelle de base ouvre la voie à plus de cent métiers. La formation professionnelle est dispensée dans huit domaines de formation ; au total il y a 52 diplômes de base et 116 parcours de formation. Les qualifications ont été élaborées en collaboration avec les représentants du monde du travail.

7



L'admission se fait par une procédure de candidature commune à tous les établissements. En règle générale, les élèves doivent avoir terminé l'enseignement fondamental. Les bacheliers peuvent préparer les mêmes diplômes professionnels de base. Ils peuvent accomplir leurs études plus rapidement étant donné que leurs études générales pour préparer le baccalauréat pourront être validées.

Les cours professionnels forment la majeure partie de la formation professionnelle diplômante. L'étendue de la qualification professionnelle de base est de 120 unités de valeur, dont 90 sont à caractère professionnel, 20 à caractère général et 10 optionnelles. Les qualifications de base comportent au minimum 20 unités de valeur de formation pratique sur le lieu du travail. Une unité de valeur équivaut à 40 heures de travail fournies par l'élève, dont une partie d'enseignement dans l'établissement et une partie de travail indépendant. Le diplôme professionnel s'obtient en général en trois ans.

## La formation sur le lieu du travail

La formation professionnelle de base comprend une formation sur le lieu du travail équivalant à 20 unités de valeur au minimum. La formation sur le lieu du travail est une formation effectuée sous la direction des formateurs, conforme au plan d'enseignement et ayant pour objectif d'acquérir une partie des compétences professionnelles pratiques requises pour le diplôme. Le dispensateur de formation et le représentant du lieu du travail décident, en concertation avec l'élève, des objectifs de la période de formation sur le lieu du travail et de l'accompagnement.

## Les épreuves professionnelles pratiques

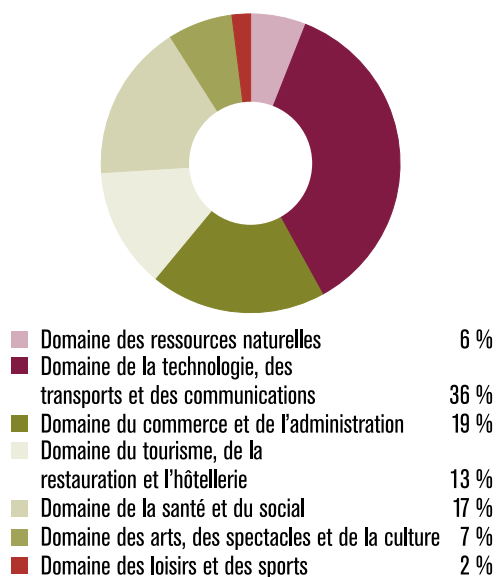
Lors de la formation professionnelle qualifiante, les compétences professionnelles de l'élève sont évaluées, parallèlement aux autres évaluations, sur la base des épreuves pratiques effectuées dans des situations de travail ou dans des tâches pratiques. Les épreuves pratiques permettent d'évaluer si l'élève a acquis les compétences requises dans la vie professionnelle.

Les objectifs fixés pour les épreuves pratiques et leurs critères d'évaluation sont définis dans le cadre général des plans d'enseignement nationaux. Les épreuves sont élaborées et mises en place en collaboration avec les représentants de la vie économique et professionnelle. Un organisme tripartite, nommé par le dispensateur de formation, délivre un certificat des épreuves pratiques subies, partie constitutive du diplôme.

## Les qualifications professionnelles pour adultes par la validation des acquis de l'expérience

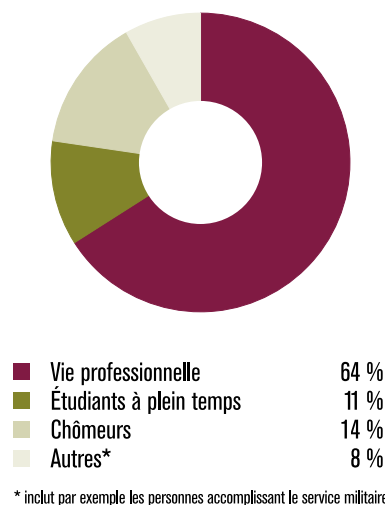
Depuis le milieu des années 1990, les adultes en âge actif ont pu obtenir une qualification professionnelle indépendamment de la manière dont leurs compétences ont été acquises. Le diplôme professionnel de base, le diplôme professionnel, le diplôme professionnel spécialisé, ainsi que des parties constitutives de ces diplômes peuvent être obtenus par la voie de la validation des acquis. Il n'y a pas de cadre national de plan d'enseignement, mais un cadre général pour les diplômes, les référentiels des diplômes. Les référen-

Nombre d'étudiants de l'enseignement professionnel par domaine



Source : Institut national des études statistiques

Placement en 2003 des étudiants ayant obtenu un diplôme professionnel en 2002



Source : Statistique Finlande



tiels sont établis en collaboration avec les professionnels du monde du travail.

Les diplômes sont divisés en unités constitutives de diplôme et, après avoir présenté avec succès l'ensemble des unités, l'élève obtient son diplôme global. Le niveau de la qualification professionnelle obtenue par la voie de la validation des acquis correspond à celui de la qualification destinée aux jeunes. Les compétences requises pour les diplômes professionnels correspondent aux compétences des professionnels de la branche concernée et celles pour les diplômes professionnels spécialisés aux compétences professionnelles approfondies.

Même s'il est possible de se présenter aux diplômes par la voie de la validation des acquis sans formation préalable, la plupart des élèves participe à la formation avant l'examen. Le besoin de la formation préparatoire nécessaire, ses contenus et son étendue sont définis dans le projet personnel d'enseignement établi pour chaque élève. Les acquis antérieurs de l'élève sont évalués par rapport aux référentiels pour lui établir un projet personnel de formation. Le principe est d'éviter que l'étudiant soit obligé d'étudier ce qu'il a déjà acquis.

Le nombre des candidats désirant préparer une qualification par la validation est en forte progression. Actuellement, plus de 100 000 étudiants suivent une formation préparant aux validations, y compris dans la formation par apprentissage. Le second cycle du secondaire offre également une formation professionnelle non-diplômante visant à développer les savoirs professionnels des personnes entrées dans la vie active afin de les soutenir dans leur travail.

## Le réseau des dispensateurs de formation professionnelle initiale et continue

Le réseau de la formation professionnelle est constitué d'établissements d'enseignement professionnel pluridisciplinaires qui assurent l'organisation de la formation professionnelle initiale et continue. Les établissements d'enseignement professionnel ont également pour mission de développer le savoir-faire des PME et celles des entrepreneurs.

La formation est dispensée principalement en enseignement dans les établissements, lors des périodes de formation en milieu professionnel ou par la voie d'apprentissage sur le lieu du travail. Les établissements d'enseignement œuvrent en collaboration étroite avec le milieu économique et professionnel.

Actuellement, il y a environ 220 dispensateurs de formation professionnelle initiale et continue. Le réseau est en cours de développement et l'objectif est de constituer une structure des dispensateurs de formation suffisamment solide et variée, ou présentant d'autres potentialités, et qui sont en mesure de développer la vie professionnelle et de répondre à ses besoins en termes de compétences.

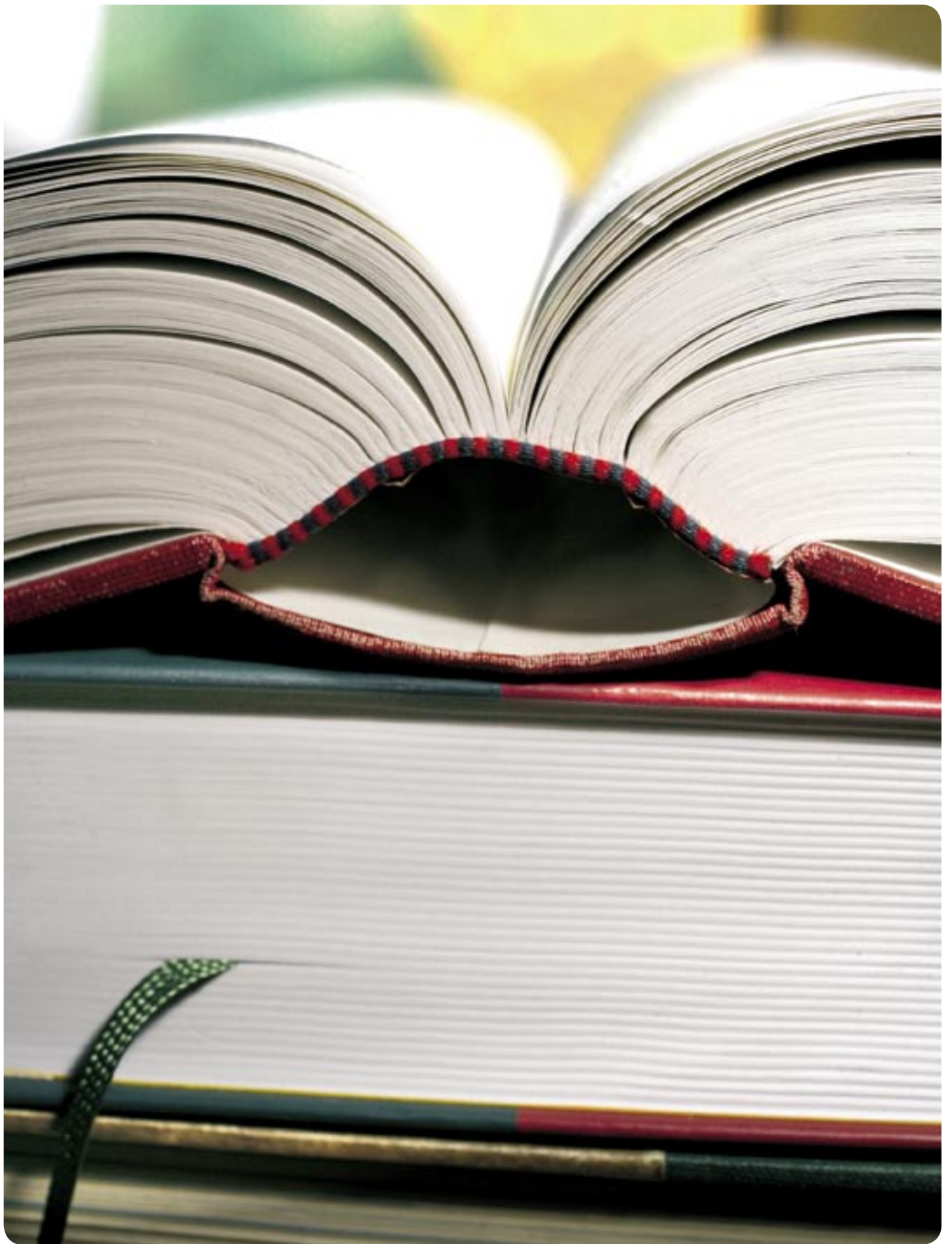
L'organisation pratique de l'enseignement est assurée par le dispensateur de formation. Son activité est orientée par voie réglementaire et par les objectifs fixés dans le cadre des plans d'enseignement. Le dispensateur de formation professionnelle peut être une commune, une communauté de communes, une collectivité, une fondation, l'État ou une entreprise publique.

Le dispensateur de formation professionnelle initiale doit obtenir l'autorisation de fonctionnement délivrée par le ministère de l'Éducation. L'autorisation détermine les domaines de formation assurés par le prestataire et le nombre total d'élèves à qui l'enseignement peut être dispensé au titre de la participation financière obligatoire de l'État. Les dispensateurs décident de l'utilisation du financement accordé et de son affectation de manière autonome ainsi que de la nature des établissements ou antennes dont ils sont responsables.

L'impact de l'activité des dispensateurs de formation est évalué, entre autres, en prenant en considération le nombre d'étudiants qui intègrent la vie professionnelle et poursuivent leurs études ainsi que le taux de réussite. Le financement sur résultats, qui n'est qu'une partie du système de financement de la formation, dépend en partie de ces indicateurs. Le développement de la gestion de la qualité s'appuie entre autres sur le cadre commun pour l'assurance qualité élaboré lors du processus de Copenhague.

7





# L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le système finlandais de l'enseignement supérieur se compose de deux secteurs complémentaires : les écoles supérieures professionnelles et les universités. Les écoles supérieures professionnelles ont pour mission de former des experts au service de la vie professionnelle ainsi que de dispenser l'enseignement et d'assurer une activité de R&D soutenant le développement régional. Les universités ont pour mission de promouvoir la recherche scientifique, de prodiguer un enseignement fondé sur la recherche et de former les chercheurs.

L'objectif de la politique de l'enseignement supérieur est de garantir les besoins culturels et scientifiques de la société et de produire un nombre suffisant d'experts ayant obtenu une formation supérieure pour les besoins de la vie économique et de la société. Dans une économie fondée sur la connaissance, l'importance des universités et des écoles supérieures professionnelles sera cruciale dans la création de conditions propices à la croissance économique, au bien-être et au nouvel emploi. L'investissement de la Finlande dans l'enseignement supérieur est remarquable à l'échelle internationale.

## LES ÉCOLES SUPÉRIEURES PROFESSIONNELLES

Les écoles supérieures professionnelles (ESP) ont pour mission de prodiguer un enseignement supérieur axé sur les besoins de la vie professionnelle et de son évolution. L'enseignement est fondé sur la recherche et sur une approche artistique afin d'assurer la formation de spécialistes pour le monde professionnel. Elles se livrent également à une activité de recherche et de développement appliquée, au service de la vie professionnelle et du développement régional, tenant compte de la structure économique régionale.

Le système des écoles supérieures professionnelles (ESP) a été mis en place dans les années 1990 en rassemblant des établissements délivrant un enseignement professionnel supérieur ou de niveau institut en élevant leur niveau de formation. Les premières expérimentations ont été mises en route en 1991–1992 et les premières écoles supérieures professionnelles ont ouvert leurs portes en 1996. Ce sont des écoles supérieures pluridisciplinaires régionales qui privilégient les liens avec le monde du travail et le développement régional.

Au total, en 2006, il y a 29 écoles supérieures professionnelles dont sept sont communales, 11 appartiennent à une communauté de communes et 11 sont privées. La province autonome des îles d'Åland a son "Högskolan på Åland" et l'École supérieure professionnelle de la police relève du ministère de l'Intérieur.

Les axes prioritaires des écoles supérieures professionnelles sont par exemple le développement des processus d'apprentissage, l'amélioration de la qualité de la formation, l'innovation et l'internationalisation de la formation.

## Diplômes ESP de base et postformation: étudiants ayant commencé les études, diplômes obtenus et nombre d'étudiants

### Diplôme de base

	2002	2003	2004	2005
Étudiants ayant commencé	31 420	32 840	32 690	33 260
Diplômes	20 480	20 500	20 670	
Nombre d'étudiants	126 360	129 220	130 910	131 250
-dont étudiants étrangers	3 130	3 480	3 800	4 320

### Diplôme postformation ESP

	2002	2003	2004	2005
Étudiants ayant commencé	160	310	240	630
Nombre d'étudiants	160	450	610	1 050

Source : AMKOTA

## Les études et les diplômes

Les études menant à un diplôme de l'enseignement supérieur professionnel sont organisées sous forme de parcours de formation. Les études comprennent une formation de base et une formation professionnelle, des modules libres ou optionnels, des stages pratiques et un travail de fin d'études.

Les titulaires d'un diplôme supérieur professionnel, comparable à la licence professionnelle, peuvent approfondir leurs compétences professionnelles après une expérience dans la vie active en poursuivant leurs études en vue d'un diplôme de postformation, le master professionnel, qui confère la même qualification que le diplôme universitaire supérieur obtenu dans les universités. Pour poursuivre les études vers le diplôme supérieur, les étudiants doivent également justifier d'une expérience professionnelle de trois ans.

L'étendue du diplôme de l'enseignement supérieur professionnel est de 210 à 240 crédits (3,5 à 4,5 ans) et celle du master de 60 à 90 crédits (1,5 à 2 ans).

Les projets personnels de formation établis pour les étudiants permettent d'assurer le suivi de leur avancement et leur accompagnement.

## Secteurs de formation des écoles supérieures professionnelles selon le nombre des diplômes en 2005

### Nombre de diplômes

Sciences humaines et éducation	272
Arts, spectacles et culture	1 748
Sciences sociales, gestion et administration	4 771
Sciences	1 102
Technologie, transports et communications	5 588
Ressources naturelles et environnement	672
Santé, social et sports	5 558
Tourisme, hôtellerie et restauration	1 432
<b>Total</b>	<b>21 143</b>

Source : AMKOTA

## La procédure de candidature commune au niveau national

Les étudiants demandent l'admission aux écoles supérieures professionnelles lors d'une procédure de candidature commune. Les écoles décident elles-mêmes des critères d'admission, de l'organisation de l'épreuve de sélection et du choix des étudiants. Près de 90 pour cent des candidatures arrivent par Internet.

Toute personne ayant obtenu un diplôme sanctionnant la fin d'études au lycée ou le baccalauréat, le diplôme professionnel de base ou ayant reçu une formation équivalente à l'étranger, peut être admise.

## Le pilotage des écoles supérieures professionnelles

Les écoles supérieures professionnelles sont communales ou privées. Les autorisations de fonctionnement sont délivrées par le gouvernement. Elles jouissent de l'autonomie de gestion.

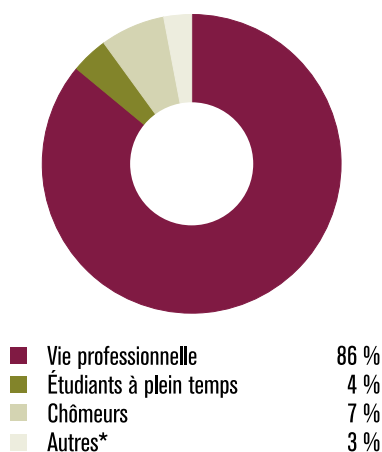
Le ministère de l'Éducation, les écoles supérieures professionnelles et les dispensateurs de formation fixent en concertation, dans le cadre de convention d'objectifs triennales,

les objectifs majeurs de la politique d'enseignement supérieur et les modalités de leur suivi ainsi que les projets de développement nationaux. Le nombre de nouveaux étudiants et le financement sur projets sont déterminés tous les ans.

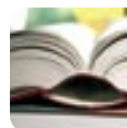
L'activité des écoles supérieures est financée par l'État et par les communes. Le financement de l'État comprend le financement de base en fonction du prix unitaire, calculé par étudiant, le financement sur projets et le financement sur résultats. Les écoles supérieures professionnelles bénéficient également de financements extérieurs.

Les écoles supérieures professionnelles dispensent également une formation pour adultes et un enseignement supérieur professionnel ouvert en vue du maintien et du développement des compétences professionnelles. En formation d'adultes, l'enseignement ainsi que les autres modalités sont organisés de manière à permettre aux étudiants de mener les études diplômantes conformément aux parcours de formation parallèlement à leur vie professionnelle. Environ 16% des étudiants sont des adultes.

## Placement en 2003 des étudiants ayant obtenu un diplôme supérieur professionnel en 2002



Source : Statistique Finlande





# LES UNIVERSITÉS

Selon la loi sur les universités, les universités ont pour mission de promouvoir la recherche libre ainsi que le savoir et la culture scientifique et artistique, de promouvoir l'enseignement supérieur de plus haut niveau et de former les étudiants afin de servir la cause de la patrie et de l'humanité. Dans cette mission, elles se doivent de mener un dialogue avec la société qui les entoure et de favoriser l'impact des résultats de recherche et de l'activité artistique sur la société.

Les 20 universités finlandaises sont toutes des universités d'État. Dix d'entre elles sont pluridisciplinaires, trois des écoles supérieures des sciences économiques et commerciales, trois des universités de technologie et quatre des universités d'art. L'École supérieure de la Défense dépend de l'administration du ministère de la Défense. Les universités sont financées en majeure partie sur le budget de l'État. Leur activité repose sur la liberté de l'enseignement et de la recherche et sur l'autonomie des universités.

8

## Les diplômes universitaires

Dans les universités, les étudiants peuvent obtenir des grades, ou diplômes, universitaires inférieurs (licences) et supérieurs (masters), ainsi que des diplômes de postformation de 3<sup>e</sup> cycle scientifique ou artistique, c'est-à-dire des diplômes de troisième cycle, et préparer un doctorat. Dans le nouveau système à deux niveaux, mis en place en 2005, les étudiants passent d'abord le diplôme universitaire inférieur, la licence, pour pouvoir poursuivre leurs études en vue du diplôme supérieur, le master.

L'unité de mesure des études est le crédit. Le volume d'une année d'études à temps plein correspond à 60 crédits. L'étendue du diplôme universitaire inférieur est de 180 crédits et devrait être obtenu en trois ans en étudiant à temps plein. L'étendue du diplôme universitaire supérieur est de 120 crédits, ce qui équivaut à des études de deux ans à temps plein après la licence. Dans certains domaines, les diplômes sont plus étendus et les études durent plus longtemps.

Les projets personnels de formation établis pour les étudiants facilitent le suivi de leur avancement et leur accompagnement.

La postformation dans les universités a pour objectif le doctorat qui nécessite des études de quatre ans environ à temps plein. Les doctorants doivent, en plus de leurs études doctorales, rédiger une thèse de doctorat et la soutenir avec

succès lors d'une séance publique. Dans presque tous les domaines, il est également possible d'obtenir le diplôme de troisième cycle, *lisensiaatintutkinto*, avant le doctorat.

## Nombres d'étudiants et de diplômes des universités

	2002	2003	2004	2005
<b>Grades universitaires inférieurs</b>				
Étudiants de				
première année	21 876	20 936	19 931	20 084
Diplômes obtenus	14 690	15 290	15 310	15 832
Nombre d'étudiants	144 310	147 090	149 170	151 824
- dont étrangers	2 840	2 890	3 050	3 250 (estimation)
<b>Doctorats des universités</b>				
Diplômes obtenus	1 220	1 260	1 400	1 420
Nombre d'étudiants (diplômes complémentaires)	21 940	22 960	22 110	22 200
- dont étrangers	1 310	1 490	1 580	1 690 (estimation)

Source : KOTA

## La procédure d'admission

Les universités sélectionnent elles-mêmes leurs étudiants sur la base des certificats et des diplômes ou des examens d'entrée qui varient selon les disciplines. Le candidat admis dans un établissement ne peut accepter qu'une seule place diplômante durant la même année universitaire. L'objectif est de simplifier les procédures d'admission et de mettre en place une procédure de candidatures communes à compter de l'année universitaire 2008-2009.

## Le pilotage des universités

Le fonctionnement des universités est piloté dans le programme du gouvernement ainsi que par les pilotages inscrites dans le plan de développement de l'enseignement et de la recherche et par la législation, et également par le biais du pilotage par résultats entre le ministère de l'Éducation et les universités.

Les conventions d'objectifs de résultats triennaux signés sur la base des négociations de résultats entre le ministère de l'Éducation et les universités fixent les objectifs des universités, par exemple en ce qui concerne les quotas de diplômes, les crédits nécessaires pour la réalisation des objectifs, le suivi et l'évaluation de la réalisation des objectifs et le développement de leur activité. Lors des négociations de résultats qui ont lieu tous les ans, les universités reçoivent, d'abord par oral et ultérieurement par écrit, des observations sur les activités de l'année passée et sur les besoins de développement.

## Le financement des universités

Le financement de base des universités provient de l'État. Le financement destiné aux dépenses de fonctionnement des universités est déterminé en grande partie par les quotas de diplômes prévus et le nombre de diplômes obtenus. Le financement de fonctionnement canalisé par le ministère de l'Éducation comprend le financement de base, le financement sur projets et le financement sur résultats. Le financement direct de l'État aux universités est d'environ 64 pour cent du financement global.

Les crédits du financement de base sont ventilés entre les universités d'après un modèle de calcul. Les critères de distribution tiennent compte de l'enseignement et de la recherche au sein des universités, mais aussi de leur interaction avec la société. Les différences entre les domaines de formation sont prises en compte par le biais de coefficients de coût. Le ministère de l'Éducation accorde un financement sur projets pour les principales priorités de développement. Les universités sont récompensées pour la qualité, l'impact et l'efficacité de leurs activités par le biais du financement sur résultats.

## Diplômes obtenus dans les universités par domaine de formation en 2005

	Grades universitaires supérieurs	Femmes %	Doctorats	Femmes %
Théologie	208	61	25	32
Lettres et sciences humaines	1 704	80	113	55
Arts appliqués	219	63	12	75
Musique	133	61	11	45
Théâtre et danse	82	57	2	100
Sciences de l'éducation	1 583	83	83	69
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	91	49	5	40
Sciences sociales	1 253	74	119	50
Psychologie	228	87	19	89
Sciences de la santé	336	96	40	85
Droit	414	54	15	40
Sciences économiques et commerciales	1 734	55	89	46
Sciences	1 558	53	272	44
Sciences agroforestières	247	61	39	44
Technologie	2 450	25	277	25
Médecine	460	70	248	59
Odontologie	54	67	20	75
Médecine vétérinaire	48	92	11	73
Pharmacie	94	80	20	60
Arts plastiques	24	75	2	0
<b>Total</b>	<b>12 920</b>	<b>60</b>	<b>1 422</b>	<b>49</b>

Source : KOTA

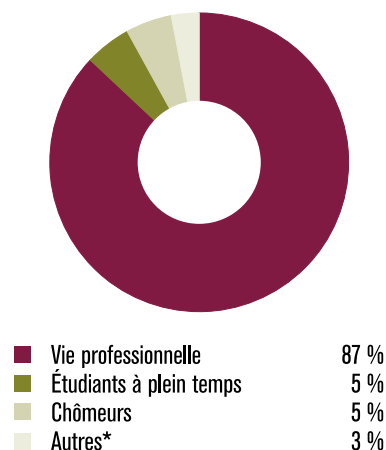
La recherche fondamentale est financée, dans une large mesure, par l'Académie de Finlande, institut de recherche scientifique dépendant du ministère de l'Éducation. L'Académie a également pour mission d'évaluer la recherche aussi bien sur le plan national qu'international. Les universités disposent de certains financements extérieurs provenant de différentes sources, destinés à certains projets de recherche, et elles ont également des fonds propres générés par leurs prestations payantes, telle la formation continue.

## L'éducation et la formation universitaires tout au long de la vie

Les études universitaires et les diplômes ont été développés afin d'être flexibles et de permettre à toute personne de participer à la formation dans les différentes phases de sa vie. Plusieurs domaines offrent des programmes de master et une formation complémentaire diplômante sur mesure afin de répondre aux besoins de la vie professionnelle.

En plus des formations diplômantes, les universités offrent une formation universitaire ouverte, une formation continue professionnalisante et une formation pour adultes financée par l'administration de l'emploi.

## Placement en 2003 des étudiants ayant obtenu un grade universitaire supérieur en 2002



Source : Statistique Finlande

# LA FORMATION POUR ADULTES



L'objectif de la politique de formation pour adultes est d'offrir à toute la population adulte des possibilités étendues et variées pour faire des études. La population adulte dispose de bonnes conditions pour profiter de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. Des possibilités diversifiées sont offertes à tous les niveaux de formation. Elles répondent aux différents besoins de formation des adultes : le développement personnel à l'initiative personnelle, l'élévation du niveau de formation le perfectionnement et le renforcement des compétences professionnelles.

L'objectif du gouvernement est d'élever le taux de participation à la formation pour adultes de la population active pour qu'il atteigne 60 pour cent en 2008 et de diminuer les différences de niveau de formation entre les différentes classes d'âge. L'importance de la formation des adultes s'accroît avec le vieillissement de la population et le rapide changement du marché de l'emploi. Dans un pays étendu avec une population dispersée, la proximité de l'offre de formation est un facteur important sur le plan régional. La formation des adultes est un outil de première importance dans la promotion de la cohésion sociale, de l'égalité et de la citoyenneté active.

Dans la politique concernant la formation des adultes, l'un des principaux axes a été d'élever le niveau de compétences des personnes n'ayant accompli que le programme de l'enseignement fondamental. L'objectif est d'offrir à la population adulte active, entre 30 et 59 ans, la possibilité d'obtenir un diplôme professionnel ou les aptitudes informatiques requises dans le travail.

Des formations pour adultes sont organisées dans de nombreux établissements et elles constituent une part essentielle de l'activité de la plupart de ces établissements, sauf dans les écoles fondamentales et les lycées destinés à la jeunesse. Diverses formations sont offertes aux adultes à tous les niveaux de formation. Ils peuvent également suivre des études générales et culturelles non formelles.

En Finlande, toute formation diplômante pour adultes est gratuite, à l'exception des diplômes professionnels et des di-

plômes professionnels spécialisés. L'État soutient également les autres formations destinées à la population adulte afin de maintenir le coût de la formation à un niveau raisonnable pour l'étudiant.

## La formation continue et complémentaire

Le rapide changement que connaît le monde du travail et les exigences croissantes en matière de compétences ont accentué l'importance de la formation professionnelle complémentaire. Pour allonger la durée de la vie active et pour promouvoir la mobilité professionnelle, il faut créer de nouvelles possibilités afin de maintenir les compétences à jour et de les développer. La formation continue ou complémentaire permet d'actualiser les compétences professionnelles.

En Finlande, pratiquement tous les établissements d'enseignement professionnel et les établissements d'enseignement supérieur organisent des formations continues ou complémentaires qui peuvent être aussi bien des sessions de formation courtes que des parcours de formation de haut niveau et de longue durée.

## Les diplômes de la formation pour adultes

Les adultes peuvent préparer des diplômes de l'enseignement général – programme de l'enseignement fondamental et baccalauréat – et suivre les enseignements afférents grâce à des dispositions adaptées à la population active.

Dans la formation professionnelle, un système de qualifications professionnelles par validation des acquis a été mis en place. Il comporte trois niveaux : diplômes professionnels de base, diplômes professionnels et diplômes professionnels spécialisés. Le diplôme professionnel de base exige les connaissances et compétences nécessaires pour l'exercice d'un métier, le diplôme professionnel les compétences professionnelles requises de la main d'œuvre qualifiée dans la branche concernée et le diplôme professionnel spécialisé nécessite que la personne maîtrise les tâches les plus exigeantes dans la branche concernée.

Les diplômes peuvent être obtenus indépendamment de la manière dont les compétences ont été acquises. Les compétences acquises en cours de formations, dans la vie professionnelle et dans les activités de loisirs sont prises en compte lors de la validation des compétences acquises pour l'obtention du diplôme. Les candidats suivent en général une formation préparant aux diplômes par validation. Le contrôle des diplômes est assuré par un jury de validation représentant les employeurs, les ouvriers ou salariés et les enseignants. Le diplôme de base obtenu par voie de validation est le même que le diplôme obtenu par les jeunes à la fin des études professionnelles secondaires.

Dans les écoles supérieures professionnelles, les étudiants préparent les mêmes diplômes de base en formation d'adultes que les jeunes, mais l'enseignement est organisé de fa-



çon à permettre de mener de front parallèlement études et travail. Les diplômes de postformation de l'enseignement supérieur professionnel, les masters professionnels, sont destinés à des adultes, car, en plus du diplôme de base, une expérience professionnelle de trois ans au minimum est exigée. Les universités n'offrent pas de parcours de formation spécifiques aux adultes qui sont déjà dans la vie active, ils suivent l'enseignement avec les autres étudiants.

Les adultes ont également la possibilité de présenter les unités constitutives de diplômes de manière progressive : le diplôme leur est délivré après la validation de toutes les unités. Les adultes peuvent également suivre des unités de l'enseignement au lycée, à savoir les différentes matières. Les unités constitutives des diplômes par la voie de validation peuvent être présentées progressivement, la formation étant organisée sur une base modulaire.

Les établissements organisent des enseignements ouverts, conformément aux programmes des universités et des écoles supérieures professionnelles. Cela permet d'améliorer l'accès aux études supérieures de tous les groupes de population ainsi que l'accès au niveau régional. Les organismes dispensateurs de formation qui mettent en place des études universitaires ouvertes ne sont pas forcément des universités, mais les études correspondent toujours au niveau universitaire et s'effectuent sous contrôle universitaire. Après

avoir accompli des études dans l'université ouverte, les étudiants peuvent, sous certaines conditions, poursuivre une formation diplômante.

### L'éducation informelle

L'éducation informelle complète le développement équilibré de la personnalité des individus et leur capacité d'agir dans la société selon les principes de l'éducation et formation tout au long de la vie. Pour les Finlandais, l'éducation informelle, c'est avant tout un réseau formé par différents établissements et constitué à la suite d'un long développement historique et l'enseignement fourni par ceux-ci. Les objectifs et les contenus de l'éducation informelle ne sont pas fixés de l'extérieur, ni donnés d'en haut ; ce sont les établissements et les organisations avec leurs structures de soutien qui les fixent. Ces structures peuvent représenter des conceptions idéologiques ou religieuses divergentes ou bien fonctionner pour répondre aux besoins d'éducation et de formation sur le plan local ou régional.

La palette de formations proposés dans les domaines de l'éducation informelle est étendue. Même si la formation a pour but de répondre aux besoins du développement personnel des individus, un certain nombre d'unités d'études aident et renforcent les étudiants dans leur développement professionnel et leur activité dans le milieu du travail.

### Formation destinée aux adultes et nombre de participants en 2004

	Formation diplômante	Autres formations et modules des diplômes
Enseignement général du second cycle	Enseignement du lycée pour les adultes 12 900	Matières du lycée 13 800
Enseignement professionnel du second cycle	Formation prof. de base préparant aux validations, y compris par apprentissage 42 500 Formation préparant à un diplôme professionnel et spécialisé, y compris par apprentissage 66 200	Formation professionnelle complémentaire non diplômante
Écoles supérieures professionnelles	Formation des adultes débouchant sur un diplôme de base 21 500 Diplômes supérieurs professionnels 600	École supérieure professionnelle ouverte 10 700 Formation de spécialisation des écoles supérieures professionnelles 8 100
Universités	Cursus de master spécifiques	Université ouverte 82 300 Formation de spécialisation des universités 4 300 Formation continue des universités 83 300

L'activité des établissements d'éducation informelle est concentrée sur la formation des adultes. Font partie de ces établissements les instituts populaires, les collèges libres, les centres d'études, les centres de formation en EPS et les universités d'été. Le ministère de l'Éducation peut leur délivrer également une autorisation pour l'organisation des formations générales ou professionnelles.

Lors des prochaines années, l'activité en ce domaine sera davantage concentrée sur les formations renforçant les compétences des citoyens dans un environnement informatique, la formation linguistique et culturelle destinée aux immigrés et les études en faveur d'une citoyenneté active. Le rôle des établissements dispensant des cours d'enseignement universitaire ouvert est considérable.

## Étudiants de la formation culturelle et générale

	2002	2003	2004
Universités populaires	1 036 840	1 034 610	1 059 010
Instituts populaires	134 490	138 900	147 780
Centres d'études	309 900	299 360	338 550
Universités d'été	73 450	71 450	75 370
Centres de formation à l'éducation physique et sportive	84 900	87 280	79 770
<b>Total</b>	<b>1 639 580</b>	<b>1 631 600</b>	<b>1 700 480</b>

Source : Statistique Finlande

## L'accompagnement et le soutien des adultes en formation

L'un des principaux axes de la politique dans le domaine de la formation des adultes a été le développement des services d'information, de soutien et d'orientation. Un service efficace dans ce domaine est primordial lorsqu'il s'agit d'augmenter la participation de la population active à la formation pour adultes. Parmi les priorités : passage flexible vers la phase de formation suivante, validation des acquis antérieurs et services d'information et d'orientation par Internet.

## Le financement de la formation destinée aux adultes

La formation des adultes à finalité diplômante est financée par l'État et par les communes, à l'exception de la formation diplômante universitaire financée entièrement par les fonds de l'État. La formation menant aux diplômes professionnels et les diplômes professionnels spécialisés est financée en majeure partie par des fonds publics. Des frais de scolarité raisonnables peuvent être perçus.

L'État finance environ la moitié de l'éducation et de la formation culturelle et générale, le reste provenant des droits de scolarité et des financements extérieurs du dispensateur de formation. Le financement de l'État a pour but d'offrir une gamme complète de formations pour adultes sans que les étudiants désirant suivre cette formation à titre individuel soient obligés de supporter des frais de scolarité excessifs. 12 à 13 pour cent des dépenses de la section du ministère de l'Éducation sont affectées à l'enseignement des adultes. Presque la moitié de cette somme est affectée à l'enseignement professionnel pour adultes et un tiers à la formation culturelle et générale.

Pour organiser une formation continue à l'intention de leur personnel, les entreprises font appel aux établissements et aux entreprises dispensant des formations pour adultes. La Direction de l'emploi achète également des formations destinées aux demandeurs d'emploi et aux personnes menacées par le chômage.

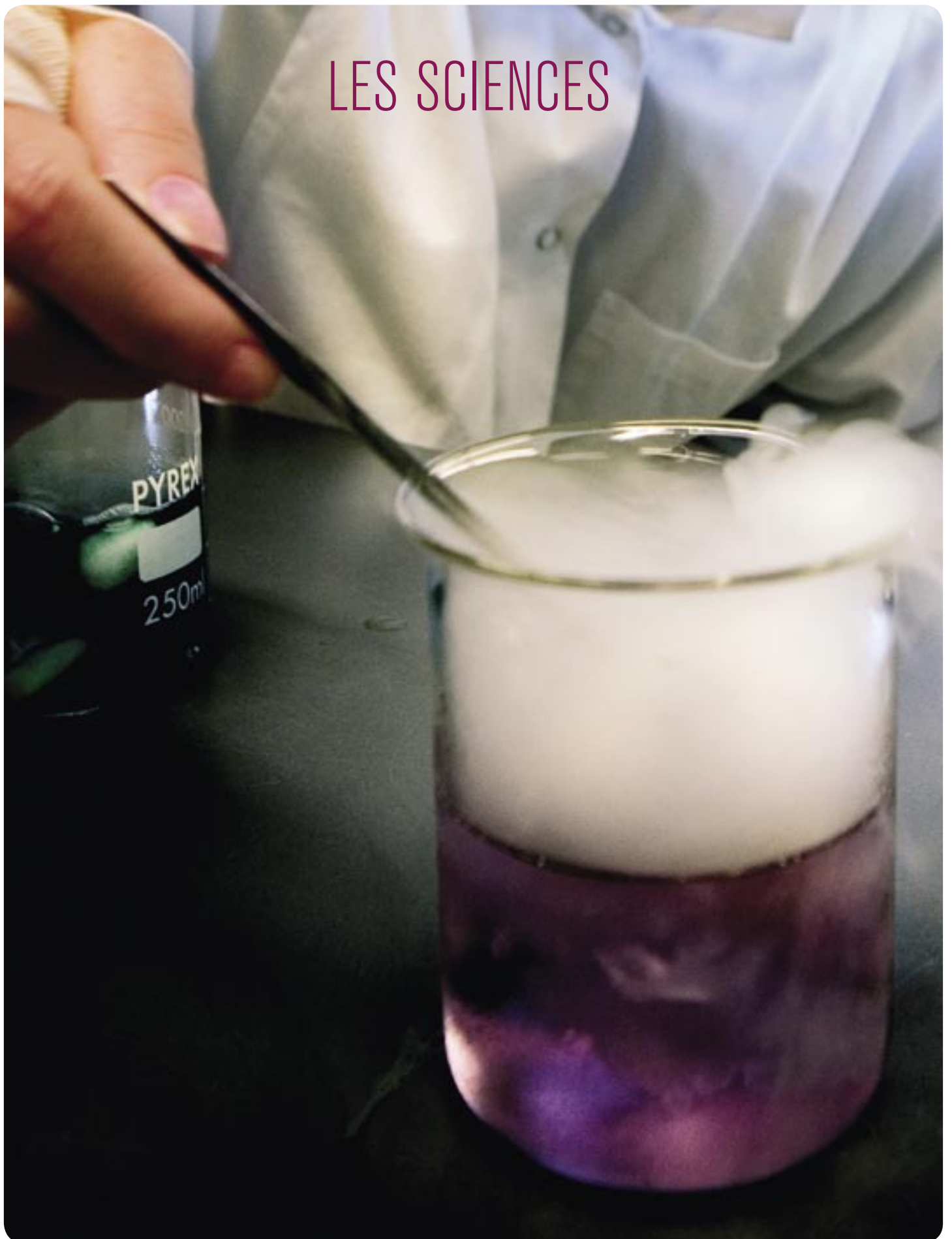
## Participation des 18 à 64 ans à la formation pour adultes en 2000

Âge	N	en % de la classe d'âge en question
18–64	1 754 057	54
25–64	1 528 644	55
50–64	406 033	42
<b>Sexe</b>		
Hommes	798 731	49
Femmes	955 326	59
<b>Niveau de formation</b>		
Degré de base	340 450	37
Degré intermédiaire	725 994	51
Degré supérieur	687 614	76

Source : Statistique Finlande



# LES SCIENCES



La Finlande mise sur les sciences et sa politique éducative, scientifique et technologique a fait l'objet d'un développement de longue haleine visant à renforcer le système d'innovation national. L'objectif recherché est le renforcement des connaissances et des compétences ainsi que le rehaussement du niveau international et de la visibilité de la recherche scientifique. Le succès international de la recherche est soutenu en finançant une recherche de haut niveau et en favorisant l'apparition et le développement d'environnements de recherche créatifs. Le financement public de la recherche consolide les compétences fondamentales indispensables à une croissance économique durable et à la prospérité du pays.

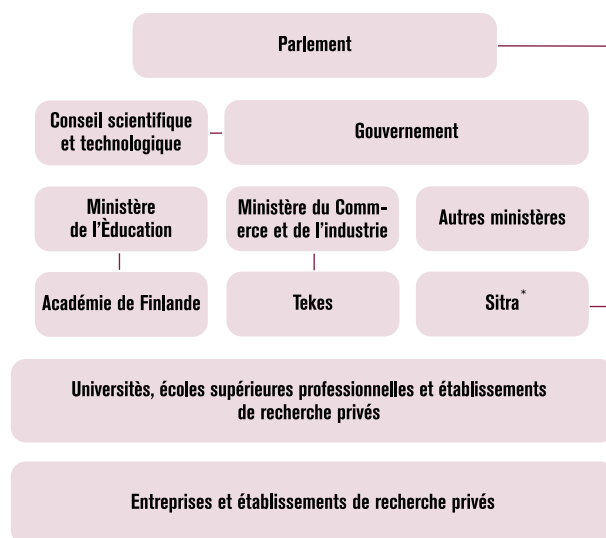
La politique scientifique vise à promouvoir les sciences, à garantir une évolution positive de la qualité, de l'impact et de l'internationalisation de la recherche et de la formation doctorale et à rendre le système de recherche encore plus efficace et équilibré. Le développement de la recherche scientifique repose sur le plan de développement approuvé par le gouvernement et portant sur la formation et sur la recherche pratiquée dans les établissements d'enseignement supérieur, ainsi que sur les orientations du conseil scientifique et technologique de l'État.

Les principes et la législation liés à la politique scientifique, technologique et d'innovation font l'objet de décisions du Parlement. Le gouvernement et les ministères compétents ont la responsabilité de la planification et de l'exécution de la politique scientifique et technologique. Le ministère de l'Éducation est notamment chargé de la politique en matière d'éducation, de formation et de recherche scientifique et le ministère du Commerce et de l'Industrie des aspects liés à la politique économique et technologique.

Le Conseil scientifique et technologique est une organisation jouant un rôle central dans les questions liées à la promotion des sciences, de la technique et de la formation scientifique. Il s'occupe des orientations et de la coordination de la politique scientifique et technologique et il prépare les plans et les propositions concernant cette politique. Le conseil a comme président le Premier ministre, comme vice-présidents les ministres de l'Éducation et du Commerce et de l'Industrie, et il comprend au plus quatre autres ministres. Il comprend en outre des représentants des orga-

nismes finançant la recherche, des universités, des instituts de recherche, des entreprises et des employés.

## Acteurs du système de recherche



\* Fonds National Finlandais pour la Recherche et le Développement

## Ressources affectées à la recherche

Environ 5,3 milliards d'euros ont été affectés aux activités de recherche et de développement en Finlande en 2004. Les dépenses de recherche et de développement représentaient 3,5% du produit intérieur brut, ce qui place la Finlande au tout premier rang des pays de l'OCDE.

La part du secteur privé dans le financement des activités de recherche et de développement est de 68%, celle du financement public national de 29% et celle du financement étranger de trois pour cent. La moitié environ des investissements de R&D des entreprises provient du secteur électrique et électronique.

La Finlande et la Suède sont les seuls pays membres de l'UE dont les investissements dans la R&D dépassent l'objectif assigné conjointement par les pays européens et visant à faire passer les investissements dans les activités de recherche et de développement à trois pour cent du produit intérieur brut en moyenne d'ici à 2010. Les deux pays ont également atteint l'objectif d'élever la part du secteur privé dans le financement de la R&D pour qu'il en représente les deux tiers.

La recherche scientifique finlandaise a été fructueuse : la Finlande réalise environ 0,6 pour cent de l'ensemble des activités de recherche et développement s'effectuant au niveau mondial, sa part dans les publications scientifiques étant d'environ un pour cent et la part de l'ensemble des citations portant sur les publications finlandaises étant d'environ 1,15 pour cent.



Au cours des dix dernières années, le nombre des personnes affectées à la R&D est passé de 40 000 à près de 80 000. Le personnel travaillant dans la R&D représente plus de deux pour cent de l'ensemble de la population active, ce qui constitue le chiffre le plus élevé des pays de l'OCDE. Le nombre des diplômes de doctorat a doublé en l'espace de dix ans.

## Qualité et internationalisation

La qualité et l'impact de la recherche finlandaise seront renforcés au moyen de la coopération internationale, qui sera encouragée à tous les niveaux du système de recherche.

La Finlande est partie prenante dans les principaux organes internationaux de coopération liée à la recherche et elle participe activement à la coopération européenne en matière de recherche. Les compétences des chercheurs et des organismes de recherche sont rencontrés un vif succès dans les programmes-cadres de recherche européens. La Finlande prend part au développement de l'espace européenne de la recherche notamment via la mise en réseau active de ses programmes de recherche nationaux.

Affecté principalement par l'Académie de Finlande et l'Agence nationale pour le développement technologique (Tekes), le financement public de la recherche ouvert à la concurrence contribue à renforcer la qualité de la recherche. Ces organismes de financement de la recherche assurent plus de 40 pour cent du financement public de la recherche.

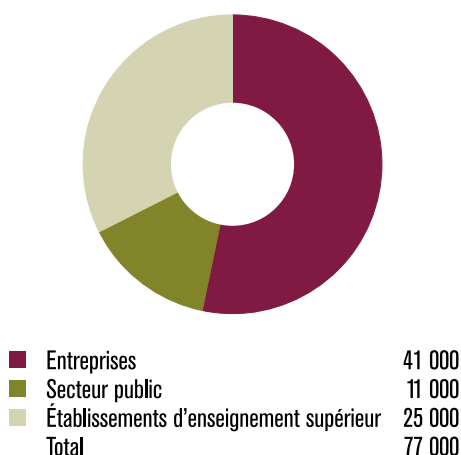
Assujettie au ministère de l'Éducation, l'Académie de Finlande occupe une place centrale dans le financement de la recherche scientifique. Elle a pour rôle de rehausser la qualité et le statut de la recherche scientifique finlandaise au moyen d'un financement faisant appel à la concurrence. Le financement de l'Académie est destiné pour l'essentiel dans la recherche effectuée dans les universités. L'Académie finance notamment des projets et des programmes de recherche, des unités d'élite, des postes de recherche, la formation doctorale et la coopération internationale. Elle comprend quatre commissions scientifiques décidant du financement de la recherche dans leurs propres domaines.

## La recherche dans les écoles supérieures professionnelles et les universités

Les activités de recherche et de développement des écoles supérieures professionnelles ont connu une expansion ces dernières années. Les fonds structurels européens constituent la principale source de financement des activités de recherche et de développement des écoles supérieures professionnelles.

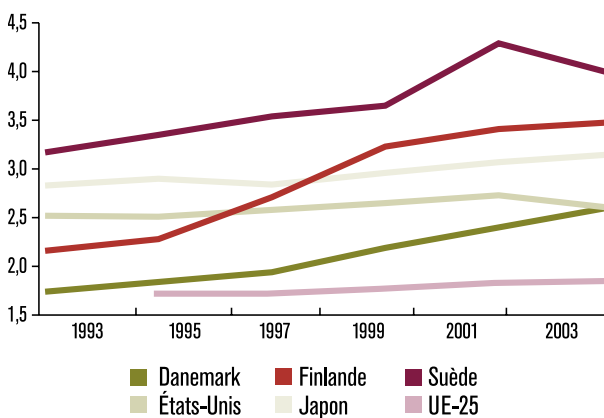
Les écoles supérieures professionnelles occupent le champ de la recherche appliquée. Elles répondent avant tout aux besoins du monde du travail. Elles s'insèrent généralement dans l'environnement économique de la région et s'impliquent dans son développement. Dans les écoles supérieures professionnelles, les priorités de développement sont la promotion de l'interaction entre l'enseignement et la recherche et le développement, le perfectionnement des compétences du personnel et la mise en réseau avec les universités et les établissements de recherche.

Personnel travaillant dans la recherche et développement, par secteur en 2005



Source : Statistique Finlande

Investissements dans la recherche et développement dans quelques pays de l'OCDE (en % du produit intérieur brut)



Source: OECD

La recherche des universités est financée pour moitié environ directement sur le budget de l'État, en assurant principalement les conditions de base de la recherche. Les universités décident en toute indépendance de l'allocation du financement budgétaire direct. L'autre moitié du financement de leur recherche est d'origine externe, pour l'essentiel des fonds publics ouverts à la concurrence. Les principales sources de financement externes de la recherche sont l'Académie de Finlande et l'Agence nationale pour le développement technologique (Tekes). Le financement européen représente environ neuf pour cent du financement externe de la recherche des universités. Les dépenses des universités affectées à la recherche s'élevaient à environ 900 millions d'euros en 2005.

La recherche scientifique et l'enseignement de plus haut niveau se fondent sur cette dernière, y compris la formation doctorale, font partie des attributions des universités. Seules les universités sont habilitées à délivrer les diplômes de doctorat.

## Les écoles doctorales

La formation doctorale s'effectuant dans les universités a été renforcée en 1995 par la création du système des écoles doctorales. Ce système a pour principaux objectifs de garantir la qualité de la formation doctorale, de raccourcir le temps requis par la préparation de la thèse et d'accroître la coopération internationale.

Le rôle des écoles doctorales est de proposer aux doctorants un enseignement et un accompagnement systématiques. Les études dans les écoles doctorales s'effectuent à plein temps et sont rémunérées, l'objectif étant de terminer la thèse en quatre ans. 124 écoles doctorales fonctionnaient début 2006, en accueillant près de 1 500 étudiants doctorants. 30 pour cent des étudiants en postformation des écoles doctorales soutiennent leur thèse avant d'avoir 30 ans.

## L'égalité dans le domaine de la recherche

La Finlande promeut activement l'égalité dans tous les secteurs de la société. Les femmes sont majoritaires parmi les étudiants des universités depuis les années 1970 et le nombre des femmes allant jusqu'au doctorat s'est élevé régulièrement : il a plus de triplé au cours de ces dix dernières années.

La Finlande fait figure de pionnière dans l'Union européenne en ce qui concerne le développement de la carrière de chercheur pour les femmes. Le nombre des femmes travaillant dans la R&D a progressé régulièrement : en 2003, elles représentaient environ le tiers de l'ensemble du personnel de recherche et environ la moitié du personnel de recherche des universités. La part des femmes profes-

seurs d'université est en Finlande parmi les plus élevées de l'Union européenne.

## Services documentaires et informatiques pour la recherche

Le ministère de l'Éducation contribue aux services requis par la recherche scientifique en finançant le développement et l'entretien du matériel de recherche et des réseaux informatiques ainsi que les calculs scientifiques et le fonctionnement des bibliothèques scientifiques. Institution publique administrée par le ministère de l'Éducation, le Centre informatique finlandais pour les sciences (CSC) est un organisme d'experts nationaux spécialisé dans les calculs scientifiques et les services liés aux réseaux.

Les bibliothèques scientifiques assurent une fonction de soutien à l'enseignement de niveau supérieur, aux étudiants et à la recherche ; elles se composent des bibliothèques des universités et des écoles supérieures professionnelles ainsi que de bibliothèques spécialisées.

## Financement de la recherche et développement dans le Budget de l'État en 2005

	Financement R&D M€	Part en % dans le financement de la recherche %
Universités	417	26
Écoles supérieures professionnelles	6	0,3
Académie de Finlande	224	14
Agence nationale pour le développement technologique (Tekes)	448	28
Établissements de recherche de l'État	259	16
Hôpitaux universitaires centraux	38	2
Autre financement de la recherche	202	13
<b>Total</b>	<b>1 594</b>	<b>100</b>

Source : Statistique Finlande



OPETUSMINISTERIÖ

Undervisningsministeriet

MINISTRY OF EDUCATION

Ministère de l'Éducation

# MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

La Communication et des Relations Publiques  
P.B. 29, FI-00029 Gouvernement

Publications du Ministère de l'Éducation 2006:17

ISBN: 952-485-130-X (éd. brochée)

ISBN : 952-485-131-8 (pdf)

ISSN : 1458-8110

Mise en pages : Kemiön tehdas Oy

Photos : Étudiants en photographie de l'Institut du  
design de l'ESP de Lahti (sauf p. 30 et 36)

Imprimeur : Imprimerie de l'Université

